REPUBLIQUE DE VANUATU

REPUBLIC OF VANUATU

JOURNAL OFFICIEL

OFFICIAL GAZETTE

20 JUILLET 1981 | No. 37 | 20th JULY, 1981

SONT PUBLIES LES TEXTES SUIVANTS

ARRETES

ARRETE No. 106 DE 1981

ARRETE No. 107 DE 1981

NOTIFICATION OF PUBLICATION

ORDERS

ORDER No. 106 OF 1981

ORDER No. 107 OF 1981

NOTICE

1. Electronic Marketing Advisors Limited
2. Glenfield Shipping Services Limited
3. Higginson Holdings Limited
4. Nicolette Limited
5. Pacific & Occidental Company Limited
6. Pacmet Limited
7. Petrobas Agencies Limited
8. Rhomb Company Limited
9. Seafoods International Limited
10. Sofinvest (NH) Limited
11. Talem International Limited
12. Travelodge New Hebrides Private No.2 Limited
13. Vanua Import-Export Limited
14. Vatell Transfers Limited
15. Wassenaar Finance Limited

CONTENTS | PAGE

APPOINTMENTS 1 - 4

R E P U B L I Q U E D E V A N U A T U

ARRETE No.106 DE 1981

Modifiant l'annexe à l'Arrêté No.50 de 1981
VU l'article 15 du Règlement Conjoint No. 18 de 1974,

LE MINISTRE DES FINANCES

ARRETE

ARTICLE 1 : L'annexe à l'Arrêté No. 50 de 1981 est annulée et remplacée par l'annexe au présent Arrêté.

ARTICLE 2 : Le présent Arrêté prendra effect à compter de la date de signature.

FAIT à Port-Vila, le 15 Juillet 1981

Republic of Vanuatu MINISTRY OF FINANCE

K KALSAKAU
Ministre des Finances

- A N N E X E

Partie 1 : Prix maxima de vente en gros et au détail (en VT) de certaines denrées.

P R O D U I T S	Prix maxima de Vente en gros Vila & Luganville	Prix maxima de vente au détail dans les municipalités de Vila & Luganville	Prix maxima de vente en gros à bord des navires	Prix maxi de vente détail ho des munic palités d Vila & Lu ville
Riz en sac de 25 kgs	2.095	2.305	2.300	2.630
Riz en sac de 10 kgs	850	935	933	1.066
Riz en sac de 5 kgs	435	478	475	545
Riz en sac de 1 kg	92	100	100	115
'aquereau à la tomate en boîte de 7.5 oz	41	45	43	50
Maquereau au naturel en boîte de 15 oz	69	75	72	83
Corned beef Ox & Palm avec céréales en bte de 340 grs	120	132	128	145
Corned beef Ox & Palm sans céréales en bte de 340 grs	164	180	175	200
Corned beef Local 280 grs	94	108	96	115
Sucre en poudre en sachet de 1 kg	110	120	120	135
Sel de table SAXA sachet de 500 grs	33	36	36	42
Huile de Soja en bouteille de 1 litre	140	155	152	175
Thé en paquet de 1/4 lb	61	67	66	75
Café soluble en bte de 50 g	106	117	112	130
Milo en bte de 375 grs	193	212	204	235
Lait en poudre bte de 1 kg	448	493	475	545
Lait Lactogen bte de 1,25 kg	632	695	670	770
Lessive en paquet de 335 grs	104	115	111	127
Savon Waratah en barre de 600 grs	91	100	98	110
Cabin biscuits en bte de 9 kgs (10 lb)	1.245	1.370	1.357	1.555
Farine "Plain" en paquet de 1 kg	89	98	97	110
Beurre en boîte de 340 grs	112	122	120	140

Partie 2 : Prix maxima de la viande de boeuf (en VT par kilo) en vente dans les boucheries de Port-Vila.

MORCEAUX	PRIX DE VENTE MAXIMA
- Ragoût	175 VT
- Soupe	170 VT
- Plat de Côte	170 VT
- Poitrine	170 VT

REPUBLIC OF VANUATU

PRICE CONTROL (Amendment) (N° 10) ORDER N° 106 of 1981

To replace the schedule to the Price Control (Amendment) (N° 9) Order N° 50 of 1981

IN EXERCISE of the power contained in Section 15 of the joint Price Control Regulation N° 18 of 1974, I hereby make the following Order :

1- The Schedule to the Price Control (Amendment) (N° 9) Order N° 50 of 1981 is hereby repealed and substituted therefore by the Schedule annexed hereto.

2- This Order shall come into force on the date of signature.

MADE at Port-Vila, the 15th day of July 1981

K. KALSAKAU
Minister of Finance.

- S C H E D U L E -

Retail and Wholesale Prices (in VT) of some Foodstuffs.

PRODUCTS	Maximum Wholesale Price in Vila & Luganville	Maximum Retail Price in Vila and Luganville	Maximum Wholesale Price on the Ships	Maximum Retail Price Outside Vila & Luganville
Rice in bag of 25 kgs	2.095	2.305	2.300	2.630
Rice in bag of 10 kgs	850	935	933	1.065
Rice in bag of 5 kgs	435	478	475	545
Rice in bag of 1 kg	92	100	100	115
Mackerel in tomatoes in tin of 7.5 oz	41	45	43	50
Mackerel in oil in tin of 15 oz	69	75	72	83
Ox & Palm Corned Beef without Cereal in tin of 340 grs	164	180	175	200
Ox & Palm Corned Beef with cereal in tin of 340 grs	120	132	128	145
Local Corned Beef in tin of 280 grs	94	108	96	115
Sugar in packet of 1 kg	110	120	120	135
Table SAXA salt in packet of 500 grs	33	36	36	42
Soja cooking oil in bottle of 1 litre	140	155	152	175
Tea in packet of 1/4 lb	61	67	65	75
Soluble coffee in tin of 50 grs	106	117	112	130
Mi.. in tin of 375 grs	193	212	204	235
Powdered milk in tin of 1 kg	448	493	475	545
Lactogen in tin of 1,25 kg	632	695	670	770
Washing powder in packet of 335 grs	104	115	111	127
Waratah Soap in bar of 600 grs	91	100	98	110
Canned butter in can of 340 grs	112	122	120	140
Cabin biscuits in tin of 9 kgs (20 lbs)	1.245	1.370	1.357	1.555
"Plain" Flour in packet 1kg	89	98	97	110

PART 2 : Maximum retail price (in VT per kilo) of the beef-meat in sale in the butcheries of Port-Vila.

C U T S	MAXIMUM RETAIL PRICE
- Stew	175 VT
- Flat Ribs	170 VT
- Briskets	170 VT
- Soup Meat	170 VT

REPUBLIQUE DE VANUATU

Arrêté No. 07 de 1981 relatif aux Elections Provinciales

(Régles de procédure)

Définissant les règles applicables aux Elections Provinciales.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

Vu l'Article 8(2) de la loi No. 11 de 1980 relative à la décentralisation,

ARRETE

TITRE 1 - DEFINITIONS

Définitions

1. A moins que le contexte ne l'exige autrement; "loi" désigne la loi No. 11 de 1980 relative à la décentralisation;

"liste électorale" désigne la liste établie par le Ministre, conformément à l'Article 8 de la loi;

"agent électoral" désigne un Administrateur delégué, un agent de l'inscription, un président de bureau de vote, un rapporteur, un assesseur ainsi que faite autre personne que le Ministre peut nommer per un avis publié au Journal officiel;

"Commission électoralé et Bureau électoral" désigne une commission électorale et le bureau électoral établis en vertu du présent Arrêté mais, lors de l'établissement de la Commission électorale, le terme désigne cette Commission;

"Jour du scrutin" désigne le premier ou l'unique jour fixé, pour le déroulement des élections, conformément aux dispositions de la loi;

"circonscription électorale" designe un département de la province, conformément à l'Article 3 de la loi;

"Ministre" désigne le ministre responsable des administrations provinciales ou tout autre ministre agissant en son nom.

TITRE 2 - COMMISSIONS ELECTORALES

Institution et procédure des commissions électorales

2. (1) Il est institué dans chaque province une commission électorale composée de 5 membres.

(2) Le Ministre nomme et révoque les membres et fait publier leurs noms au Journal officiel.

(3) Le Ministre nomme les présidents des commissions électorales. En cas d'absence du président, la commission électorale élit l'un des membres présents pour présider la réunion.

(4) La commission électorale ne peut valablement délibérer que si le président et au moins 2 autres membres sont présents.

(5) Les décisions de la commission électorale sont prises à la majorité des voix.

2/....

Fonction de la commission électorale

3. La commission électorale est chargée d'exercer les attributions et les pouvoirs que lui incombent ou qui relèvent de sa compétence conformément au présent texte.

TITRE 3 - CANDIDATURES AUX ELECTIONS

Inéligibilité des candidats

4. Ne peuvent être admis comme candidats lors d'une élection du conseil provincial ni nominés membres du dit conseil:

(a) les députés du parlement;

(b) une personne frappée d'incapacité parlementaire;

(c) un agent au service du conseil provincial.

Eligibilité des candidats

5. Sous réserve des dispositions de l'Article 7, peuvent se présenter aux élections provinciales les personnes qui:

(a) ont la qualité de Ni-Vanuatu;

(b) sont inscrites sur les listes électorales de la province où elles ont déposé leur candidature;

(c) ne sont pas frappées d'incapacité électorale;

(d) ne purgent pas une peine de prison ou, si elles ont été condamnées à une peine de prison, ont bénéficié d'un sursis dont la période n'est pas écoulée;

(e) n'ont pas été condamnées pour faillite, sauf si elles ont été réhabilitées; et

(f) sont âgées d'au moins 21 ans.

Déclaration de candidature

6. (1) Un mois au plus tard avant la date fixée pour le jour du scrutin, chaque candidat aux élections doit déposer entre les mains de l'Administrateur délégué:

(a) une déclaration de candidature conforme au modèle figurant au Titre I de l'Annexe 1, revêtue de sa signature et comportant une déclaration certifiant qu'il est éligible au sens des dispositions des Articles 4 et 5 ci-dessus;

(b) sa photographie prise de face en deux exemplai

(c) une reproduction sur papier de son symbole électoral, la présente disposition ne s'appliquant pas aux candidats cautionnée par un parti politique ayant un symbole approuvé par le Ministre.

(2) Toute déclaration de candidature doit être cautionné par les signatures d'au moins 5 personnes non apparentées au candidat et inscrites dans la provinc où il se présente.

(3) Nul ne peut déposer une déclaration de candidature:

(a) dans plus d'une section électorale, ou

(b) lors d'elections complémentaires, s'il est déjà membre du conseil provincial.

(4) Lorsqu'un Administrateur délégué reçoit une déclaration de candidature, il délivre au candidat un récépissé conforme au modèle figurant au Titre 2 de l'Annexe 1 et transmet immédiatement ladite déclarat à la commission électorale.

3/....

(5) Dans les 24 heures suivant la clôture du dépôt de candidatures, fixée conformement aux dispositions du paragraphe 1 au-dessus, la commission électorale établit une liste des candidats à partir des déclarations reçues et en adresse deux exemplaires au Ministre.

(6) La commission électorale annote la liste visée au paragraphe 5 de tout commentaire qu'elle juge approprié en ce qui concerne la validité des candidatures reçues.

7. Déclaration de nullité de candidature par la Commission électorale

(1) Lorsqu'une candidature a été officiellement transmise conformément aux dispositions de l'Article 6, l'intéressé est déclaré candidat à moins que la commission électorale ne déclare sa candidature nulle, que le candidat ne se retire ou que des preuves, recevables par le Ministre, permettent de constater son décès.

(2) La commission électorale ne déclare une candidature nulle que si:

(a) le candidat ou les personnes cautionnant sa candidature ne satisfont pas aux conditions requises ou sont frappées d'inéligibilité, ou

(b) la déclaration de candidature n'est pas cautionnée conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'Article 6.

(3) Lorsque la commission électorale décide qu'une candidature est nulle, le président en fait mention sur la déclaration et en indique les motifs.

(4) La décision de validité ou de nullité prise par la commission électorale est définitive et n'est susceptible d'aucun appel.

(5) Aucune des dispositions du présent Article ne porte atteinte au pouvoir de la commission du contentioux électoral de déclarer nulle l'élection d'un candidat inéligible ou frappé d'inéligibilité.

8. (1) Lorsque l'Administrateur délégué compétent estime qu'une déclaration de candidature n'est pas valable par suite d'une erreur commise de bonne foi, il doit, 14 jours au plus tard avant le jour du scrutin, prier le candidat de resoumettre une déclaration en bonne et due forme dans un délai de 72 heures.

(2) Lorsqu'une candidature cautionnée par un parti politique est déclarée nulle par la commission électorale ou en cas de décès d'un candidat 14 jours au plus tard avant le jour du scrutin, un autre candidat cautionné par le même parti peut déposer sa candidature dans les 72 heures de suivant la déclaration de nullité ou du décès, même si ce dépôt intervient au delà du délai précédant le scrutin, fixé par la Commission électorale aux termes du paragraphe 1 de l'Article 8.

9. Publication des listes de candidats

Une liste des candidats est affichée:

(a) dans les bureaux de l'Administrateur délégué;

(b) au Parlement;

(c) dans les bureaux du Ministre, et

(d) au Bureau électoral

(e) en tout autre lieu de la province que le Ministre peut fixer

14 jours au plus tard avant le jour du scrutin; ce délai est ramené à 9 jours dans le cas d'une nouvelle candidature présentée au titre de l'Article 8.

TITRE 4 - ELECTION DES CONSEILLERS PROVINCIAUX

Déclaration d'élection sans scrutin et avis de scrutin

10. (1) Si, à la clôture du dépôt de candidatures, ou à tout moment par la suite, le nombre de candidats dans une circonscription électorale donnée n'est pas supérieur au nombre de conseillers à élire, la commission électorale en informe le Ministre qui proclame les candidats élus sans recours au scrutin.

(2) Si le nombre de candidats est inférieur au nombre de conseillers à élire, le Ministre, au moment où il proclame les élus, déclare le nombre de sièges resté vacants.

(3) Dans les 30 jours de la déclaration visée au paragraphe 2, le Ministre arrête la date des électic pour les sièges restant à pourvoir.

(4) Si le nombre des candidats dépasse le nombre des sièges à pourvoir, un scrutin est organisé conformément aux dispositions du présent Titre et l'Administrateur délégué publie dès que possible après la clôture de la liste des candidats un avis précisant:

(a) le nom des candidats;

(b) les heures de déroulement du scrutin;

(c) l'emplacement de chaque bureau de vote;

(d) des informations suffisantes pour indiquer aux électeurs les bureaux dans lesquels ils doiven voter, et

(e) toute autre information pouvant être prescrite par écrit par le Ministre.

Présidents

11. Chaque bureau de vote est placé sous la responsabilité d' président nommé à cet effet par la commission électorale.

Affichage des listes électorales dans les bureaux de vote presentation des cartes électorales et des cartes d'identité

12. (1) Un exemplaire de la liste électorale est conservé pa chaque bureau de vote pendant toute la durée du scru

(2) Nul ne peut être admis à voter si son nom ne figure pas sur la liste électorale du bureau de vote auquel il se présente et s'il ne produit pas une carte d' electeur et d'identité valide.

Incapacité électorale

13. Les personnes internées dans un hôpital psychiatrique en vertu des dispostions du Règlement Conjoint No. 2 de 1955 n'ont pas capacité électorale.

Scrutin secret un uninominal

14. (1) Le vote se déroule au scrutin secret.

(2) Sous réserve des dispositions de l'Article 14, nul ne dispose de plus d'une voix et ne peut voter plus d'un candidat.

Vote par procuration

15. (1) Les votes par procuration sont admis dans les conditions et de la manière prévues au Titre 1 de l'Annexe 2.

(2) Les demandes de vote par procuration doivent être présentées sur un formulaire conforme au modèle figurant au Titre 2 de l'Annexe 2.

16. Suspension et fermeture du scrutin

(1) Lorsque le scrutin est interrompu par des circonstances qui, de l'avis du président du bureau, rendent momentanément impossible la poursuite des opérations de vote, le président peut suspendre la consultation électorale et la réouvrir lorsqu'il estime qu'elle peut reprendre dans l'ordre.

(2) Lorsque le scrutin a été suspendu et réouvert conformément aux dispositions du paragraphe 1, il est prolongé du temps de suspension sauf si le président du bureau constate que chaque électeur inscrit sur la liste a déjà voté.

(3) Lors de circonstances qui, de l'avis du président du bureau, rendent impossible la poursuite des opérations de vote dans des délais acceptables, que la consultation ait été ou non suspendue en vertu du paragraphe 1, il ferme le scrutin et en avertit l'Administrateur délégué. Celui-ci en présente alors un rapport à la commission électorale qui le transmet immédiatement au Ministre avec ses observations.

(4) Lorsqu'un scrutin a été fermé dans un bureau de vote en vertu des dispositions du paragraphe 3, le Ministre prononce l'annulation de toutes les opérations effectuées avant la fermeture dans la circonscription électorale où le bureau est situé.

(5) Si, une demi-heure au plus tard avant la clôture régulière du scrutin, le président du bureau et au moins un assesseur estiment que le nombre d'électeurs attendant pour voter est trop élevé pour qu'ils puissent tous exprimer leur suffrage dans le temps imparti, le président peut prolonger d'une heure la durée du scrutin et fait figurer cette décision au procès-verbal visé à l'Article 20 de l'Annexe 3.

(6) Le président du bureau peut déclarer le scrutin clos avant l'heure fixée si tous les électeurs inscrits sur la liste ont voté. Toutefois, le dépouillement dudit scrutin ne peut commencer au plus tôt que 60 minutes avant l'heure fixée pour la clôture.

17. Présentation et fermeture des urnes

Immédiatement avant le début du scrutin, le président du bureau de vote ouvre l'urne, la présente à toutes les personnes habilitées à se trouver dans le bureau et la verrouille.

18. Modalité de vote et procédure de scrutin

Les modalités du vote, les dispositions à observer pendant le scrutin ainsi que les règles s'appliquant à son dépouillement et à la proclamation des élus doivent être conforme aux dispositions de l'Annexe 3.

19. Publication des résultats

Aussitôt que possible après les élections, le Ministre fait publier les résultats au Journal officiel ainsi que par tout autre moyen qu'il estime approprié.

TITRE 5 - RAPPORTS SUR LE DEROULEMENT DES ELECTIONS

20. Rapport à la commission électorale et au Ministre

Après les élections, la commission électorale établit à l'intention du Ministre un compte-rendu du déroulement des élections organisées dans la province relevant de sa compétence et joint audit compterendu:

(a) un exemplaire des procès-verbaux reçcu conformément à l'Article 20 de l'Annexe 3

(b) ses observations à ce sujet, et

(c) les paquets de bulletins de vote valables et nuls en sa possession.

TITRE 6 - ELECTION DES PRESIDENTS ET DES VICE-PRESIDENTS

Modalité de l'élection

21. (1) Chaque conseil provincial élit, au scrutin secret, un président et un vice-président parmi ses membres.

(2) L'élection a lieu au scrutin majoritaire.

(3) En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé des candidats est déclaré élu.

(4) Le Ministre peut, à la demande ou après avis du conseil provincial autoriser la création d'un ou de plusieurs postes de vice-présidents supplémentaires.

Fonctions honarifigues au counseil provincial

22. Les fonctions de président, de vice-président et de counseiller provincial sont gratuites.

Avec l'approbation du Ministre, le conseil provincial peut toutefois autoriser le versement d'indemnités de fonction dont le montant est imputé au budget provincial. Les fonctions de président, de vice-président, de counseiller provincial donnent droit, le cas échéant, au remboursement des frais que nécessite l'exécution de mandats spéciaux.

Procédure d'élection

23. La séance pendant laquelle il est procédé à l'élection du président est présidée par un vice-président ou, à défaut, par le plus âgé des conseillers provinciaux n'étant pas candidat.

Convocation

24. Pour toute désignation d'un président ou d'un vice-président, les membres du conseil provincial sont convoqués; trois jours au moins avant celui de l'election.

Notification du résultat

25. Les résultats des élections des présidents ou vice-presidents sont publiés, dans les 24 heures de leur tenue, par voie d'affiche placée bien en vue à proximité de l'entrée principale du siege du conseil provincial. Ils sont notifiés dans le même délai au Ministre.

Contestation des résultats de l'élection

26. L'élection du président et des vice présidents peut être arguée de nullité dans les conditions, formes et délais prescrits pour les réclamations contre les élections du conseil provincial. Le délai de dépôt des réclamations commence à courir un jour franc après la date des élections.

Démission du président et des vice-président

27. (1) Les démissions des présidents et vice-présidents sont adressées au secrétaire du conseil provincial par lettre revêtue de leur signature.

(2) Elles doivent être adressées au secrétaire du conseil provincial avec un préavis de 14 jours.

(3) Deux semaines après la réception d'une lettre de démission d'un président ou d'un vice-président, une séance du conseil provincial est convoquée à l'effet d'élire un nouveau président ou vice président.

Eligibilité

28. Peuvent seuls être présidents ou vice-présidents, ou en exercer temporairement les fonctions, les personnes élues au conseil provincial.

Durée du mandat

29. (1) Sous réserve des dispositions de l'Article 27, présidents et vice-présidents sont élus pour un an ou jusqu'à dissolution du conseil provincial, au premier échu de ces deux termes.

(2) A l'expiration du mandat d'un président et ou vice-président, le conseil provincial se réunit pour élire un nouveau président et ou vice-président conformément aux dispositions des Articles 21, 23, et 24.

(3) Le mandat des présidents et vice-présidents est renouvelable.

TITRE 7 - INFACTIONS ELECTORALES

Infractions d'ordre général

30. (1) Toute personne qui:

(a) s'oppose, gène ou entrave l'exécution des fonctions d'un agent électoral dans le cadre du présent Arrêté.

(b) donne délibérément des renseignements erronés à toute commission ou personne nommée en vertu du présent Arrêté en soumettant une demande en application des présentes

se rend coupable d'une infraction etest passible, après établissement de sa culpabilité, d'une amende n'excédant pas 20,000 VT ou d'une peine d'emprisonnement n'excédant pas 6 mois ou des deux peines à la fois.

(2) Toute personne contrevenant ou ne se conformant pas aux dispositions du présent Arrêté ou à toute demande légalement présentée en vertu des présentes, se rend coupable d'une infraction qui, sauf lorsqu'une autre peine est prévue à cet effet, est passible, après établissement de sa culpabilité, d'une amende n' excédant pas 20,000 VT ou d'une peine d'emprisonnement n'excédant pas 6 mois ou des deux peines à la fois.

Altération ou destruction de cartes et de documents

31. Toute personne qui, sans motif légal:

(a) dénature ou détruit toute carte ou document délivré à toute personne en vertu du présent Arrêté, ou

(b) dénature, détruit ou enlève tout avis affiché en application du présent Arrêté ou tout document mis à la disposition du public pour consultation conformément aux présentes,

se rend coupable d'une infraction passible, aprè établissement de sa culpabilité, d'une amende ne dépassant pas 20,000 VT ou d'une peine d'emprissonnement ne dépassant pas 6 mois ou des deux peines à la fois.

Falsification contrefait des déclarations de candidature et bulletins de vote

32. Toute personne qui:

(a) falsifie, dénature frauduleusement ou détruit une déclaration de candidature ou remet à un Administrateur délégué une déclaration de candidature en sachant qu'elle est falsifiée, ou

(b) falsifie, contrefait ou détruit frauduleusement un bulletin de vote ou un cachet officiel qui y est apposé, ou

8/...

(c) fournit à quiconque un bulletin de vote sans y être dûment habilitée, ou

(d) vend, offre de vendre, achète ou propose d'acheter à quiconque un bulletin de vote, ou

(e) détient en sa possession un bulletin de vote sans y être habilitée en vertu du présent Arrêté, ou

(f) dépose délibérément ou intentionnellement dans une urne tout objet autre que le bulletin de vote qu' elle est légalement autorisée à y placer, ou

(g) soustrait, sans y être dûment autorisée, un bulletin vote à un bureau de vote ou est trouvée en possession d'un bulletin à l'extérieur d'un bureau, ou

(h) sans y être habilitée, détruit, prend, ouvre ou manipule d'une façon quelconque, une urne, un bulletin ou un paquet de bulletins de vote utilisés ou destinés à être utilisés hors d'une élection, ou

(i) sans y être dûment autorisée, imprime un bulletin de vote, ou

(j) sans y être habilitée par le présent, Arrêté, utilise un bulletin de vote délivré à une autre personne dans l'intention de le faire enregistrer pour le vote de ladite personne,

se rend coupable d'une infraction passible, après établissement de sa culpabilité, d'une amende ne dépassant pas 20,000 VT, ou d'une peine d'omprisonnement ne dépassant pas 6 mois ou des deux peines à la fois.

Vote Frauduleux

33. Toute personne qui, en connaissance de cause, vote

(a) lors d'une élection à laquelle elle n'est pas habilitée à voter;

(b) plus d'une fois lors d'une élection;

(c) à un bureau de vote où elle n'est pas habilitée à voter;

(d) en qualité de mandataire en sachant que son mandant a déjà voté ou n'a plus qualité d'électeur;

se rend coupable d'une infraction passible, après établissement de sa culpabilité, d'une amende ne dépassant pas 20,000 VT ou d'une peine d'emprisonnement ne dépassant pas 6 mois ou des deux peines à la fois.

Usurpation d'identité

34. Une personne se rend coupable d'usurpation d'identité si elle vote:

(a) aux lieu et place d'une autre personne, que celle-ci soit vivante ou décédée, ou qu'il s'agisse d'une personne fictive sauf dans l'hypothèse où elle agit en qualité de mandataire régulièrement désigné d'une personne vivante, ou

(b) vote comme mandataire d'une personne qu'elle sait ou a de bonnes raisons de supposer être une personne fictive ou décédée.

Corruption

35. (1) Une personne se rend coupable de corruption:

9/....

(a) si, directement ou indirectement, en personne ou par l'entremise d'un tiers, elle

(i) fait don de toute somme d'argent ou fait obtenir un emploi à tout électeur, à une autre personne au nom d'un électeur ou à toute autre personne en vue d'inciter un électeur à voter ou à s'abstenir;

(ii) accomplit vénalement un de ces actes en considération du vote ou de l'abstention de tout électeur;

(iii) agit de la sorte pour toute personne en vue de l'inciter à obtenir ou tenter d'obtenir l'élection de tout candidat ou le vote de tout électeur,

ou si, après avoir agi de la sorte elle obtient ou garantit, promet ou tente d'obtenir l'élection de tout candidat ou le vote de tout électeur,

(b) si elle avance, verse ou fait verser à quiconque toute somme d'argent afin que celle-ci soit utilisée, en totalité ou en partie, à des fins de corruption lors d'une élection ou si elle verse ou fait verser en connaissance de cause toute somme d'argent à une personne en paiement ou remboursement de ladite somme;

(c) si directement ou indirectement, en personne ou par l'entremise d'un tiers agissant en son nom, avant ou pendant une élection, elle reçoit, accepte ou s'engage à accepter pour elle-même ou pour toute autre personne tout don ou libéralité en espèces ou en nature, ou tout emploi, poste ou situation pour voter ou accepter de voter, s'abstenir ou accepter de s'abstenir;

(d) si, directement ou indirectement, en personne ou par l'entremise d'un tiers agissant en son nom, après une élection, elle reçoit tout don en espèce ou en nature en considération du vote ou de l'abstention de toute personne ou de l'influence exercée aux mêmes fins par celle-ci sur toute autre personne.

(2) Aux fins d'application du paragraphe (1) du présent Article,

(a) l'expression faire don d'argent comprend le fait de donner, prêter, accepter de donner ou de prêter, offrir, promettre et promettre d'obtenir ou tenter d'obtenir tout don ou libéralité en espèces ou en nature, et

(b) l'expression faire obtenir un emploi comprend le fait de donner, obtenir, accepter de donner ou d'obtenir, offrir, promettre et promettre d'obtenir ou tenter d'obtenir tout emploi, poste ou situation.

Régae électoral

36. Une personne se rend coupable de régal électoral:

(a) si, par corruption, en personne ou par l'entremise d'un tiers avant, pendant ou après une élection, directement ou indirectement, elle invite à tout repas,

10/....

boisson ou festivité toute personne ou en paie des dépenses en totalité ou en partie,

(i) en vue d'inciter par corruption cette personne ou toute autre personne à voter ou à s'abstenir, ou

(ii) pour le compte de cette personne ou de toute autre personne ayant voté ou s'étant abstenue ou étant sur le point de voter ou de s'abstenir,

(b) si elle accepte tout repas, boisson ou festivité offert dans les conditions et dans le but mentionné à l'alinéa (a) du présent Article.

Intimidation

37. Une personne se rend coupable d'intimidation:

(a) si, directement ou indirectement, en personne ou par l'entremise d'un tiers agissant en son nom, elle

(i) fait usage ou manace de faire usage de force, de violence ou de contrainte, ou

(ii) inflige ou menace d'infliger elle-même ou par l'entremise d'un tiers, une blessure physique ou morale, un dommage, un mal ou une perte à toute personne,

afin de l'inciter ou de la forcer à voter ou à s'abstenir ou parce que ladite personne a voté ou s'est abstenue, ou

(b) si par l'enlèvement, la coercition ou toute autre machination ou moyen frauduleux, elle entrave ou empêche le libre exercice du droit de vote d'un électeur ou si elle oblige ou incite par ces moyens une personne soit à voter, soit à s'abstenir.

Fausses déclarations concernant les candidats

38. (1) Quiconque, avant ou pendant une élection, fait ou publie une fausse déclaration quant au caractère ou à la conduite d'un candidat dans le but de compromettre son élection, se rend coupable d'une infraction à moins qu'il puisse faire constater qu'il avait de bonnes raisons de croire, et qu'il croyait, que sa déclaration était exacte.

(2) Quiconque, avant ou pendant une élection, publie délibérément une fausse déclaration de retrait de candidature dans le but de faciliter ou d'obtenir l'élection d'un autre candidat, se rend coupable d'infraction.

(3) Quiconque se rend coupable d'infraction aux dispositions du présent Article, est passible, après établissement de sa culpabilité, d'une amende ne dépassant pas 20,000 VT ou d'une peine d'emprisonnemet ne dépassant pas 6 mois ou des deux peines à la foie.

(4) Les dispositions du présent Article ne peuvent priver quiconque du droit d'intenter un procès en diffamation.

Peines pour actes malhonnêtes

39. (1) Aux fins d'application du présent Arrêté, les infractions d'usurpation d'identité, de corruption, de régal électoral et d'intimidation sont des actes malhonnêtes.

11/....

(2) Une personne se rendant coupable d'actes malhonnêtes est passible, après établissement de sa culpabilité, d'une amende ne dépassant pas 75,000 VT ou d'une peine d'emprisonnement ne dépassant pas cinq ans ou des deux peines à la fois.

Interdits à proximité du bureau de vote

40. (1) Pendant les heures de scrutin, personne ne doit, dans un rayon de cent mètres autour de tout bureau de vote:

(a) chercher à inciter quiconque à voter pour un candidat quelconque,

(b) chercher à savoir pour quel candidat un électeur a l'intention de voter, ou

(c) tenir des débats ou des discussions.

(2) Pendant le déroulement du scrutin, la vente de boisson alcoolisées est strictement interdite durant les heures d'ouverture des bureaux de vote et dans un rayo de UN kilomètre autour de ces bureaux.

(3) Quiconque contrevient aux dispositions du présent Article, se rend coupable d'une infraction passible, après établissement de sa culpabilité, d'une amende ne dépassant pas 20,000 VT.

Secret du vote

41. (1) Chaque agent électoral, candidat ou délégué dûment désigné d'un candidat présent dans un bureau de vote maintient et aide à maintenir le caractère secret du vote et ne communique à personne, sauf à des fins légales, des informations concernant:

(a) le nom d'un électeur n'ayant pas demandé de bulletin de vote ou voté à un bureau de vote, ou

(b) le numéro sous lequel figure dans le registre le nom d'un électeur qui a ou n'a pas demandé de bulletin de vote ou a ou n'a pas voté dans un bureau de vote, ou

(c) un cachet officiel.

(2) Chaque personne présente lors du dépouillement du scrutin maintient et aide à maintenir le caractère secret du vote et ne communique aucune information sans y être habilitée.

(3) Nul ne doit:

(a) intervenir ou essayer d'intervenir au moment où électeur opère son choix,

(b) obtenir ou essayer d'obtenir d'autre façon dans un bureau de vote, des renseignements quant au candidat pour lequel un électeur va voter ou a voté, ou

(c) faire part à aucun moment et à quiconque de renseignements obtenus dans un bureau, quant au candidat pour lequel un électeur a voté, ou va voter dans ledit bureau,

(d) inciter, directement ou indirectement, un électeur à montrer son bulletin de vote après l'avoir choisi de façon à révéler le nom du candidat pour lequel il a voté ou n'a pas voté.

12/....

(4) Une personne qui s'est engagée à aider à voter:

(a) un électeur aveugle, ou

(b) un électeur incapable de voter en raison de toute autre déficience physique,

ne doit communiquer à aucun moment ni à qui que ce soit, aucun renseignement quant au candidat pour lequel ledit électeur a l'intention de voter ou a voté.

(5) Toute personne contrevenant aux dispositions de présent Article se rend coupable d'une infraction passible, après établissement de sa culpabilité, d'une amende ne dépassant pas 20,000 VT ou d'une peine d'emprisonnement ne dépassant pas 6 mois ou des deux peines à la fois.

Infractions des agents électoraux

42. Tout agent électoral qui, dans l'exercice de ses fonctions et dans le cadre du présent Arrêté:

(a) porte sur un relevé, compte rendu ou autre document qu'il est tenu de dresser ou d'établir en vertu du présent Arrêté, une inscription qu'il sait, ou a de bonnes raisons de croire, fausse, ou qu'il ne croit pas être exacte, ou

(b) autorise toute personne qu'il sait, ou a de bonnes raisons de croire, ne pas être la personne aveugle ou incapable de voter en raison de toute autre déficience physique, à voter de la manière prévue pour lesdites personnes, ou

(c) refuse d'autoriser une personne qu'il sait, ou a de bonnes raisons de croire, être une personne aveugle ou incapable de voter en raison de toute autre déficience physique, à voter de la manière prévue pour lesdites personnes, ou

(d) empêche volontairement toute personne de voter dans le bureau de vote dans lequel il sait, ou a de bonnes raisons de croire, que ladite personne est tenue de voter, ou

(e) rejette volontairement ou refuse de comptabiliser tout suffrage qu'il sait,ou a de bonnes raisons de croire, valablement exprimé en favaur de tout candidat, ou

(f) comptabilisé volontairement un suffrage en faveur d'un candidat alors qu'il sait, ou a de bonnes raisons de croire, que ce suffrage n'est pas valablement exprimé en faveur dudit candidat, ou

(g) sans motif valable agit ou s'abstient d'agir en ne se conformant pas à ses fonctions officielles,

se rend coupable d'une infraction passible, après établissement de sa culpabilité, d'une amende ne dépassant pas 60,000 VT ou d'une peine d'emprisonnement ne dépassant pas trois ans ou des deux peines à la fois.

Conspiration et tentative

43. (1) Toure personne conspirant en vue de commettre ou de tenter de commettre un délit prévu aux termes du présent Règlement, se rend coupable d'infraction.

13/....

(2) Une personne condamnée pour infraction en vertu du paragraphe (1) est passible de la même peine que si elle avait perpétré l'acte pour lequel elle est convaincue de conspiration ou tentative.

TITRE 8 - REQUETES ELECTORALES

44. (1) Le Ministre nomme une commission du contentieux électoral dans les 7 jours qui suivent la signature de l'arrêté fixant la date des élections provinciales.

Commission du contentieux électoral

(2) La commission du contentieux électoral se compose de 4 membres au moins et de 6 membres au plus.

(3) Le Ministre nomme un président de la commission du contentieux électoral parmi ses membres.

(4) Les candidats aux élections pour lesquel les une commission est constituée n'ont pas qualité pour en être membres.

(5) Le Ministre peut remplacer un membre ne pouvant remplir ses fonctions ou n'ayant plus qualité pour faire partie de la commission, et peut pourvoir à tout siège vacant.

(6) Lors de la constitution de la commission du contentieux électoral, le Ministre peut, sans déroger au présent arrêté, donner toute instruction qu'il estime nécessaire au bon exercice des fonctions de la commission.

(7) Le nom des membres et le domicile élu de la commissior du contentieux électoral sont publiés au Journal officiel.

45. (1) La validité d'une élection au conseil provincial ne peut être contestée qu'au moyen d'une requête présentée conformément aux dispositions du présent arrêté.

Contestation limitée aux termes de l'Arrêté

(2) La commission du contentieux électoral connaît de chaque requête électorale.

46. Peut formuler une requête électorale toute personne qui:

Droit de requête

(a) est régulièrement inscrite sur les listes électorales établies à l'occasion d'une élection à laquelle la requête se rapporte, ou

(b) une personne ayant fait acte de candidature lors de ladite élection.

47. (1) Une requête électorale n'est valable que si elle est présentée dans le délai fixé par l'Article 48 et que si le requérant dépose une caution de 10,000 vt auprès de la commission du contentieux électoral.

Validité des reqûetes électorales

(2) Sous réserve des dispositions du paragraphe (3), la caution définie au paragraphe (1) est remboursée au requérant aprés que la décision ait été rendue.

(3) La commission du contentieux électoral peut déduire du remboursement de la caution définie au paragraphe (1), tous les frais qu'elle aura décidé de faire supporter au requérant.

14/....

Délai de dépot des requêtes électorales

48. (1) Sans préjudice des dispositions du paragraphe (2), une requête électorale doit être présentée dans un délai de 21 jours à compter de la publication au Journal Officiel des résultats de l'élection à laquelle elle se rapporte.

(2) Si une requête porte expressément sur le versement d'une somme d'argent ou de toute autre rémunération effectué après une élection par ou en faveur d'une personne dont l'élection est contestée, ladite requête peut être présentée dans un délai de 21 jours à compter de la date du versement invoqué.

(3) Le délai prévu au présent Article n'est pas prorogeable.

Notification de requête électorale

49. (1) Toute requête électorale doitêtre formulée par écrit et spécifier le ou les motifs de contestation invoqués.

(2) La commission du contentieux électoral notifie une copie de la requête à toute personne dont l'election est contestée, lui fixe un délai raisonnable pour présenter ses moyens de défense par écrit et lui donne la possiblilité d'être entendue au cours de l'audience.

Procédure de la commission du coutentieux électoral

50. (1) Les membres de la commission du contentieux électoral peuvent prendre, comme ils le jugeront approprié, toutes mesures ou décisions, compatibles avec le présent Arrêté, et toutes dispositions adoptées en vertu de l'Article 44, paragraphe (6), quant à la conduite de leurs travaux, aux heures et lieux de leurs réunions et aux ajournements de celles-ci.

(2) Les travaux de la commission se déroulent en langue anglaise, française ou bichelamar selon le choix du requérant et des interprètes seront fournis par la commission.

(3) Les travaux de la commission sont consignés par écrit.

(4) La commission a le pouvoir de faire comparaître des témoins, faire produire des documents et faire procéder à des interrogatoires serment.

(5) Toute citation à comparaître en qualité de témoin doit être conforme au modèle figurant en Annexe 4.

(6) Toute personne peut être représentée devant la commission par un avocat.

(7) Une personne qui, sans motif valable:

(a) faillit à comparaître ou enfreint une instruction raisonnable de la commission,

(b) empêche ou entrave les travaux de la commission,

(c) fait une fausse déposition devant la commission, ou

(d) tient des propos insultants à l'égard de la commission, oralement, par écrit, sur les ondes ou de toute autre manière,

se rend coupable d'une infraction passible, après établissement de sa culpabilité, d'une amende ne dépassant pas 20,000 VT ou d'une peine d'emprisonnement ne dépassant pas 6 mois ou des deux peines à la fois.

15/....

(3) Une personne comparaissant devant la commission ne peut être tenue de s'inculper et jouit des privilèges accordés à un témoin comparaissant devant la Cour Suprême

Décisions de la commission du conteutieux électoral

51. (1) A l'issue de l'audition d'une requête, la commission du contentieux électoral peut:

(a) déclarer l'annulation de l'élection faisant l'objet de la requête,

(b) proclamer élu un candidat autre que celui dont l'élection est contestée, ou

(c) rejeter la requête et proclamer élu le candidat dont l'élection est contestée.

(2) La commission peut prendre les prescriptions qu'elle estimera nécessaires quant aux frais entraînés par la comparution de toute personne devant elle.

Causes de nullité

52. (1) L'élection d'un candidat peut être déclarée nulle à la suite d'une requête électorale, s'il est prouvé à la commission du contentioux électoral que:

(a) la corruption, le régal électoral, l'intimidation ou toute autre faute ou circonstance semblable ou non à celles énumérées plus haut ont tellement prévalu que l'on peut raisonnablement penser qu'elles ont influencé le résultat de l'élection,

(b) les dispositions du présent Arrêté ont été si peu respectées lors du déroulement du scrutin, ou à tout autre moment, que le résultat de l'élection en a été fausseé,

(c) Le candidat n'était pas éligible ou était frappé d'inéligibilité au moment de son élection,

(d) les opérations de décompte des suffrages comportent des erreurs matérielles telles que l'on peut raisonnablement penser qu'elles ont influencé le résultat de l'élection.

(2) L'élection d'un candidat est déclarée nulle lorsque ce candidat a été condamné par un tribunal de Vanuatu pour avoir commis, tenté de commettre ou conspiré dans le but de commettre des actes malhonnêtes.

(3) Nonobstant les dispositions du paragraphe (1) du présent Article:

(a) quand, lors de l'audition d'une requête électorale, la commission du contentieux électoral constate qu'un représentant d'un candidat s'est rendu coupable d'actes malhonnêtes mais constats par ailleurs que ledit candidat lui a prouvé:

(i) qu'aucune manoeuvre frauduleuse n'avait été effectuée par le candidat lui-même ou en son savoir ou avec son consentement ou son approbation,

(ii) qu'il avait pris toutes les mesures utiles pour empêcher l'accomplissement actes malhonnêtes lors de ladite élection, et

16/....

(iii) qu'à tous égards l'élection a été exempte de toutes manoeuvres frauduleuses de la part du candidat,

(iv) que lesdits actes malhonnêtes n'ont pas influencé le résultat des élections,

l'élection dudit candidat, si la commission le recommande, ne sera pas déclarée nulle au motif desdits actes et le candidat ne sera frappé d'aucune incapacité en vertu du présent Arrêté,

(b) quand, lors du jugement d'une requête électorale la Commission du contentieux électoral constate que les dispositions du présent Arrêté n'ont pas été observées, mais constate également que l'élection s'est malgré tout déroulée conformément aux principes arrêtés par le présent Arrêté et que cette inobservation n'a pas influencé le résultat du scrutin, l'élection du candidat élu ne sera pas déclarée nulle au motif de cette inobservation.

Examen des bulletins de vote

53. Lorsque l'election d'un candidat est contestée au moyen d'une requête électorale s'appuyant sur le fait que le candidat proclamé élu n'avait pas obtenu la majorité des suffrages valablement exprimés, la commission du contentieu électoral peut ordonner une vérification des bulletins nuls et une vérification du décompte des bulletins valables et des bulletins nuls.

Communication des décisions de la commission du conteutieux électoral

54. (1) La décision de la commission du contentieux électoral est communiquée sans délai au requérant et à toutes les personnes dont l'élection a fait l'objet de la requête.

(2) Dans le délai de quatorze jours suivant la notificatic de la décision ou exceptionnellement dans un délai plus long que la Cour suprême peut accorder, toute personne, énumérée au paragraphe (1) peut interjeter appel devant la Cour suprême en exposant brièvement par écrit les raisons de ce pourvoi.

(3) Après avoir examiné le mémoire écrit de l'appelant et les pièces de la procédure devant la commission du contentieux électoral, la Cour suprême peut soit rejeter l'appel sur décision sommaire, soit décider de notifier cet appel aux autres personnes intéressées afin qu'elles préparent leurs répliques et fixer une date d'audience.

(4) Tout jugement rendu en appel par la Cour suprême, qu'il s'agisse d'un rejet sommaire ou d'une décision rendue au fond est définitif.

(5) La Cour suprême établit les règles spéciales de procédure concernant lesdits appels.

(6) La commission du contentieux électoral, après expiration du délai de quatorze jours à compter de sa décision, ou la Cour suprême, tout de suite après le jugement rendu en appel, notifie immédiatement ladite décision ou ledit jugement au ministre qui prei les mesures propres à en assurer l'exécution et en informe le Conseil des Ministres.

17/....

Rapport au Procureur général

55. Lorsque le commission du contentieux électoral, ou la Cour suprême en cas d'appel, estime que quelqu'un s'est rendu coupable d'actes malhonnêtes lors d'une élection pour laquelle elle a été saisie d'une requête, elle adresse un rapport écrit à ce sujet au Procureur général.

Droit au secret du vote

56. En aucun cas une personne n'est tenue de révéler pour qui elle a voté lors d'une élection.

TITRE 9 - DISPOSITIONS GENERALES ET COMPLEMENTAIRES

Notification des condamnations

57. Tout tribunal condamnant une personne pour infraction électorale doit en informer le Bureau électoral.

Validité des actes autérieurs à la déclaration de nullité

58. Quand à la suite d'une requête électorale, l'élection d'un membre du Conseil provincial est déclarée nulle, rien de ce qu'il a fait avant ladite déclaration, soit en qualité de membre du Conseil provincial, soit en tant que titulaire d'un poste pour lequel l'appartenance au Conseil est indispensable, n'est annulé à ce titre.

Conservation des rapports et des documents

59(1) Sous réserve des dispositions du paragraphe 2, le Bureau électoral conserve pendant au moins un an tous les rapports qui lui ont été adressés en application de l'Article 20 ainsi que tous les documents les accompagnant, y compris les paquets de bulletins valables et nuls.

(2) Les documents se rapportant à une élection pour laquelle une requête électorale a été déposée ou une action en justice est en cours, sont conservés jusqu'à la clôture du contentieux.

(3) La commission du contentieux électoral, la Cour suprême saisie d'une requête électorale ou une cour jugeant une infraction électorale peut ordonner que tout document détenu par Bureau électoral soit examiné, reproduit ou présenté au lieu, au moment et dans les conditions qu'elle estime appropriés.

(4) Une décision n'est prise en application du paragraphe 3 que si la cour saisie ou la commission du contentieux électoral est fondée à croire que l'examen, la reproduction ou la présentation de documents est indispensable au bon déroulement de l'audience de l'infraction ou de la requête électorale.

(5) Sauf les exceptions prévues au paragraphe 3, nul ne peut examiner ou reproduire un document détenu par le Bureau électoral en vertu du présent Arrêté.

Entrée en vigueur

60. Le présent Arrêté entrera en vigueur à la date de sa publication au Journal officiel.

ANNEXE 1 Article 6 (1) (a)

TITRE 1

Arrêté de 1981 relatif aux élections Provinciales (règles de procédure)

DECLARATION DE CANDIDATURE

Auprès de l'Administrateur délégué de .....

Je soussigné ..... Photographie réconte du candidat

de .....

étant citoyen vanuatuan et ayant 21 ans révolus,

DECLARE PAR LES PRESENTES

1. me porter candidat aux élections Provinciales de .....
pour la section électorale de .....;

2. être inscrit sur les listes électorales de la commune de .....;

3. ne pas être frappé d'incapacité électorale ;

4. ne pas avoir été condamné à une peine de prison aux termes de l'Art. R. 4 de l'arrêt de 1980 relatif aux élections municipales (règles de procédure) ;

5. ne pas avoir été condamné pour faillite ou, si tel est le cas, avoir été réhabilité.

Fait le .....

.....
SIGNATURE DU CANDIDAT

NOTES

1. A retourner rempli (y compris les détails de la page suivante relatifs au cautionnement) à l'Administrateur délégué de la Circonscription où ont lieu les élections.

2. Joindre à ce formulaire :

(a) deux photographies - format identité (à l'exclusion de photos en couleur)

(b) un dessin sur papier de votre symbole électoral personnel, si vous n'êtes pas cautionné par un parti politique dont le symbole est approuvé.

CAUTIONNEMENT DE CANDIDATURE

1. Nom ..... Adresse .....

   Profession ..... N° de la carte électorale .....

   SIGNATURE .....

2.

3.

4.

5.

NOTE

Les répondants doivent être inscrits en tant qu'électeurs dans la provinc du candidat et ne doivent pas lui être apparentés.

20/....

ANNEXE 1 Article 6 (4)

TITRE 2

Arrêté de 1981 relatif aux Elections Provinciales (Règles de Procédure)

Récépissé

Reçu de M./Mme/melle .....

l .....,..... 19..., une déclaration de

Candidature à l'élection des conseillers provinciaux

d. ..... qui auront lieu le 1981

Signature : .....

Administrateur délégué de la Circonscription

de .....

21/....

ANNEXE II Article 15

TITRE I

Arrêté de 1981 relatif aux élections provinciales (règles de procédure)

VOTES PAR PROCURATION : REGLES

1 Demande de vote par procuration

1. Toute personne ayant qualité d'électeur peut voter par procuration si elle peut apporter la preuve que pour des raisons :

a) professionnelles,
b) médicales, ou
c) religieuses

elle est empêchée de voter au bureau de vote où elle est inscrite.

2. Toute demande formulée au titre du paragraphe 1 doit être présentée sous la forme du formulaire A figurant au Titre II de la présente Annexe, être accompagnée de la carte d'électeur et d'identité et soumise à la commission électorale.

3. Un électeur empêché de voter en personne pour des raisons professionnelles doit joindre à sa demande un certificat signé par son chef de service, son supérieur, son directeur ou toute autre personne dont il relève. Ce certificat doit attester de son impossibilité à voter en personne et en donner les raisons.

4. Un électeur empêché de voter en personne pour des raisons médicales doit joindre à sa demande un certificat établi par un médecin, un infirmier, un auxiliaire médical agréé ou, à défaut, un notable. Ce certificat doit attester de son impossibilité à voter en personne et en donner les raisons.

5. Un électeur déclarant ne pouvoir voter en personne pour des raisons religieuses doit joindre à sa demande un certificat établi par un ministre de son culte confirmant les motifs invoqués.

6. Toute demande présentée au titre du paragraphe 2 ci-dessus doit parvenir à la commission électorale 72 heures au plus tard avant le scrutin.

.../..

Décision de la Commission électorale et notification — 2

1. Une commission électorale recevant une demande présentée en vertu du paragraphe 2 de l'Article 1er et pouvant légitimement croire que

a) l'électeur peut exercer son droit de vote par procuration, et

b) la personne désignée comme mandataire est inscrite sur la même liste électorale que le demandeur,

on informe l'électeur en lui retournant le volet détachable du formulaire et fait parvenir au mandataire, par courrier ou tout autre moyen, une carte de procuration remplie et conforme au formulaire B, figurant au Titre II de la présente Annexe, ainsi que la carte d'électeur et d'identité du mandant.

2. Aux fins d'interprétation du paragraphe 1, une commission électorale est réputée avoir délivré une carte de procuration ainsi qu'une carte d'électeur et d'identité à partir du moment où elle fait savoir à un mandataire que les dites cartes seront tenues à sa disposition au bureau de vote le jour du scrutin.

3. Si, à la réception d'une demande présentée en vertu du paragraphe 2 de l'Article 1er, une commission électorale estime que l'électeur n'est pas habilité à voter par procuration, elle en informe ce dernier.

4. Lorsqu'une commission électorale estime qu'une personne présentant une demande au titre du paragraphe 2 de l'Article 1er est habilitée à exercer son droit de vote par procuration, mais qu'elle constate par ailleurs que la personne désignée comme mandataire n'a pas qualité pour remplir cette fonction, elle en informe le mandant et l'invite à désigner une autre personne, si elle estime que celui-ci pourra le faire 48 heures au plus tard avant le jour du scrutin.

Révocation de mandat et nouvelle demande — 3

1. Un mandant peut destituer son mandataire en informant la commission électorale par écrit.

2. Un mandant ayant résilié sa procuration peut présenter une demande pour désigner un autre mandataire.

Vote en personne après demande de vote par procuration — 4

Un électeur dont la procuration a été approuvée, peut voter en personne dans la mesure où son mandataire lui restitue sa carte d'électeur et d'identité avant qu'il ait exercé ses pouvoirs.

23/..

Nullité par décés ou autre motif

5

1. Si un mandant ou son mandataire vient à décéder ou s'il perd sa capacité électorale, la procuration devient nulle et non avenue.
2. La commission électorale doit alors retirer la carte de procuration.

Limitation de mandat

6

1. Chaque mandataire ne peut disposer de plus de deux procurations.
2. Si plus de 2 procurations ont été établies au nom d'un même mandataire, celles qui ont été dressées les premières sont seules valables.
3. Si plus de 2 procurations établies au nom d'un mandataire portent la même date, le président du bureau de vote lui demande de désigner les deux avec lesquelles il exercera ses pouvoirs et de restituer les autres.
4. Le président du bureau de vote informe au plus tôt tout mandant dont la procuration n'est pas valable.

Modalité de vote par procuration

7

1. Un mandataire votant pour son mandant suit la même procédure que pour exprimer son propre suffrage.
2. Si un mandataire souhaite également voter, il doit exprimer son suffrage au même moment que celui de son mandant.
3. Lorsqu'une personne vote en qualité de mandataire, elle doit présenter la carte de procuration l'autorisant à exercer ce pouvoir ainsi que la carte d'électeur et d'identité de son mandant.

24/....

ANNEXE 2

TITRE 2

Arrêté de 1981 relatif aux élections Provinciales (règles de procédure)

Formulaire A

DEMANDE DE VOTE PAR PROCURATION

A la commission électorale de .....

1. Je soussigné ..... de .....
inscrit en tant qu'électeur pour voter au bureau de vote de .....
souhaite donner procuration à ..... de .....
qui est inscrit pour voter au même bureau de vote.

2. Je ne pourrai me présenter au bureau de vote le jour du scrutin pour des raisons :

a) professionnelles,

b) médicales ou

c) religieuses.

.....
.....
.....
(rayer les mentions inutiles et indiquer plus précisément les motifs vous empêchant de vous présenter au bureau de vote).

3. Veuillez trouver ci-joint un certificat de mon

a) chef de service,

b) supérieur,

c) directeur, etc.

d) médecin,

e) auxiliaire médical

f) infirmier,

g) soeur, etc. ou ...

25.../..

h) ministre du culte,
(rayer les mentions inutiles)

Fait le 19

.....
SIGNATURE DU DEMANDEUR

NB. Vous êtes prié de joindre votre carte d'électeur et d'identité au présent formulaire.

Formulaire B

REPONSE A UNE DEMANDE DE VOTE PAR PROCURATION

1. Votre demande de vote par procuration a été rejetée car .....
.....
.....

2. Votre demande de vote par procuration a été acceptée, mais votre mandataire n'est pas inscrit sur la liste électorale du bureau de vote de .....

Vous êtes donc prié de désigner une autre personne.

3. Votre demande de vote par procuration a été acceptée et une carte de procuration accompagnée de votre carte d'électeur et d'identité ont été remises à/sont tenues à la disposition de .....

Fait le 19

.....
LA COMMISSION ELECTORALE.

26/....

ANNEXE 3 Article 12

TITRE 1

ELECTION DES CANDIDATS: Règles

1 Etablissement de bureaux de vote

1) L'Administrateur délégué fixe, après consultation du Bureau électoral, l'emplacement de chaque bureau de vote ouvert par secteur électoral.

2) Le bureau électoral détermine l'emplacement des bureaux de vote situés dans les municipalités de Port-Vila et de Luganville afin de faciliter le vote des personnes qui, bien que résidant dans une de ces municipalités se sont fait inscrire dans la province de leur lieu de naissance et ne peuvent être présentes dans cette province le jour des élections.

3) Le bureau électoral procède à l'installation matérielle de ces bureaux de vote.

2 Nomination des assesseurs

1) Le Président, après consultation de la Commission électoral dans toute le mesure du possible, nomme les assesseurs en nombre nécessaire au bon déroulement des opérations de vote.

2) L'Assesseur le plus âgé agit en qualité de président pendant l'absence ou en cas d'incapacité de celui-ci.

3 Délégués des candidats et des partis politique

1) Un candidat ou un parti politique peut désigner par écrit à l'Administrateur délégué concerné vingt quatre heures au plus tard avant le scrutin, un délégué pour chaque bureau de vote; celui-ci peut assister au déroulement du scrutin et au dépouillement et peut exiger la consignation de toutes observations, litiges ou réclamations au procès-verbal établi par le rapporteur conformément à l'Article R. 120 (2).

2) Sous réserve des dispositions du paragraphe (3), l'Administrateur délégué délivre à chaque délégué dûment désigné au titre du paragraphe (1), un récépissé servant de titre et garantissant les droits attachés à sa qualité de délégué.

3) Nul candidat ne peut avoir plus d'un délégué dûment habilité dans un bureau de vote, mais une personne, peut être le délégué de plus d'un candidat et pour plusieurs bureaux de vote.

4) Le président du bureau doit interdire le stationnement dans le bureau de vote à toute personne prétendant être le délégué dûment désigné d'un candidat mais ne pouvant présenter le récépissé visé au paragraphe (2).

5) Une liste de tous les délégués dûment habilités est affichée dans tous les bureaux de vote.

Equipment des bureaux ce vote

4 - (1) Le Bureau électoral met à la disposition de chaque président de bureau de vote le nombre d'urnes, de bulletins de vote et d'enveloppes portant le timbre officiel qui sera nécessaire à l'exécution de sa mission.

(2) L'Urne doit être munie de deux cadenas ayant des clés dissemblables, et doit être construite de telle manière qu'une fois fermée, on puisse y déposer les bulletins de vote, mais pas les retirer.

(3) L'Administrateur Délégué veille à ce que chaque bureau de vote dispose:

(a) de la liste des délégués dûment habilités mentionnée à l'Article 3 (5),

(b) de deux exemplaires de la liste électorale du secteur électoral dans dans lequel le bureau est situé,

(c) des exemplaires des lois électorales,

(d) d'un nombre suffisant d'isoloirs permettant aux électeurs de voter à l'abri des regards,

(e) d'un nombre suffisant de feuilles de pointage pour reporter les suffrag exprimés en faveur de chaque candidat,
et

(f) de tout avis devant être légalement affiché dans les bureaux de vote.

Avis indiquant la procédure de vote

5 - Un avis rédigé en anglais, français et bichelamar donnant des indications sur la procédure à suivre lors du vote doit être imprimé en caractères clairement lisibles et affiché à l'intérieur et à l'extérieur de chaque bureau de vote.

Ouverture du bureau de vote

6 Le président du bureau de vote ouvre le bureau qu'il préside à la date et à l'heure indiquées à l'avis mentionné à l'Article 10 (4), titre 4.

28.../..

7 Solution des litiges et rapport

(1) Le président du bureau s'efforce de résoudre à l'amiable toute difficulté pouvant survenir au cours du scrutin et donne les raisons de toute décision qu'il serait amené à prendre.

(2) Un compte-rendu écrit de toutes les objections des délégués et des décisions prises, accompagné de tout document y ayant trait, doit être signé par le préside et un assesseur et être joint au procès- verbal établi par le rapporteur conformément à l'Article 20 (2).

8 Admission à l'intérieur du bureau de vote

Le président du bureau de vote limite le nombre d'électeur à se trouver dans un bureau de vote au même moment et en exclut toute autre personne à l'exception:

(a) des assesseurs,

(b) des agents du bureau électoral.

(c) l'Administrateur délégué,

(d) des candidats et de leurs délégués dûment désignés conformément à l'Article R.3,

(e) des policiers de service,

(f) de l'accompagnateur d'un électeur handicapé physique,

(g) des représentants de la presse accrédités par le bureau électoral.

9 Maintien de l'ordre dans le bureau de vote

(1) Il est du devoir du président du bureau de vote de maintenir l'ordre dans son bureau.

(2) Toute personne se conduisant mal à l'intérieur d'un bureau de vote ou refusant d'obéir aux instructions légales du président du bureau, peut, sur ordre de ce dernier, être refoulée.

(3) Une personne refoulée dans les conditions prévues au paragraphe (2) ne peut à nouveau entrer dans ce bureau sans y être autorisée par le président.

(4) Les pouvoirs conférés par le présent article ne peuven s'exercer de manière à empêcher une personne de voter dans le bureau où il est prévu qu'elle le fasse.

29/....

10 Procédure de vote

(1) Chaque électeur souhaitant voter se présente au bureau du vote indiqué et le président ou l'assesseurs:

(a) vérifie qu'il est inscrit sur la liste du bureau, et

(b) constate qu'il n'a pas déjà voté,

(c) émarge la première liste électorale en face du nom de l'électeur,

(d) lui remet un bulletin de vote par candidat ainsi qu'une enveloppe.

(2) Immédiatement après avoir reçu les bulletins de vote et l'enveloppe, un électeur doit:

(a) pénétrer dans un isoloir,

(b) effectuer son choix en plaçant dans l'enveloppe le bulletin portant le nom et le symbole du candidat choisi,

(c) laisser tous les autres bulletins dans l'isoloir,

(d) se présenter devant le président ou l'assesseur qui sans la toucher, vérifie qu'il ne présente qu'une enveloppe.

(e) déposer l'enveloppe dans l'urne, et

(f) quitter le bureau de vote sans retard après l'accomplissement des formalités prévues à l'Article 11.

11 Fonction de l'assesseur après chaque vote individuel

Après le vote de chaque électeur, un assesseur:

(a) timbre la carte électorale de l'électeur en y portant la date du scrutin.

(b) e'marge la deuxième liste électorale en face du nom de l'électeur

(c) restitue la carte à l'électeur.

12 Remplacement des bulletins gâchés

Un électeur faisant constater au président du bureau de vote qu'il a rendu un bulletin inutilisable, par inadvertance, peut le restituer et en obtenir un autre.

13. Rapport sur usurpation d'identié soupçonnée

Si un candidat, ou son délégué dûment désigné ou un assesseur informe le président qu'il a de bonnes raisons de croire qu'un électeur n'ayant pas encore quitté le bureau s'est rendu coupable d'usurpation d'identité et accepte d'établir cette accusation devant un tribunal, le président du bureau en fait rapport aux Délégués de Circonscription.

30/....

Aide aux électeurs handicapés

14 (1) Un président de bureau peut autoriser toute personne atteinte d'une incapacité physique à se faire accompagner dans un bureau de vote par une personne de son choix afin que celle-ci puisse l'aider à voter.

(2) Toute autorisation accordée au titre du présent Article est inscrite au procès-verbal établi par le rapporteur conformément à l'article 20 (2).

Rapporteurs

15 (1) L'Administrateur délégué nomme un rapporteur par chaque bureau de vote.

(2) Le président du bureau de vote peut être nommé rapporteur de cette manière.

(3) Les Délégués de circonscription et leurs adjoints sont chargés d'office, si cela est nécessaire, des fonctions de repporteur.

Admission du public au dépouillement du scrutin

16 Dans la limite des possibilités du local et tant que leur nombre ne gêne pas les opérations de dépouillement, le rapporteur autorise toutes les personnes le désirant à y assister.

Dépouillement du Scrutin

17 (1) Dès la clôture d'un scrutin, il est procédé au dépouillement sous le contrôle du repporteur de la manière suivante:

(a) l'urne ou les urnes sont ouvertes;

(b) le président du bureau retire toutes les enveloppes de chaque urne;

(c) le président retire les bulletins des enveloppes;

(d) le président donne lecture du nom figurant sur chaque bulletin;

(e) les assesseurs inscrivent le nombre de suffrages exprimés en faveur de chaque candidat sur deux feuilles de pointage prévues à cet effet.

(2) Si le nombre des enveloppes est supérieur ou inférieur au nombre des émargements portés sur la liste conformément à l'Article 11 (b), la différence est mentionnée au procès-verbal visé à l'Article 20 (2).

Bulletins nuls

18 Sont nuls les bulletins suivants:

(a) bulletins portant toute inscription ou marque révélant l'identité de l'électeur;

(b) bulletins sans enveloppe ou dans une enveloppe non règlementaire, ou

31/....

(c) bulletin se trouvant dans une enveloppe contenant plus d'un bulletin.

19 Vérification du nombre des suffrages

A la clôture du dépouillement, un candidat ou son délégué dûment habilité peut demander au rapporteur de procéder à une vérification puis à des contre-vérifications, mais celui-ci peut refuser s'il estime que la requête n'est pas fondée.

20 Déclaration des suffrages exprimés et rapport

(1) Lorsque le rapporteur constate que les opérations de dépouillement ou de vérification sont terminées, il déclare le dépouillement clos et annonce officiellement le nombre de suffrages exprimés en faveur de chaque candidat.

(2) Tout de suite après avoir déclaré le dépouillement clos le rapporteur établit le procès-verbal en faisant figurer:

(a) le nombre d'électeurs inscrits;

(b) le nombre d'électeurs ayant voté;

(c) le nombre de bulletins nuls;

(d) le nombre de suffrages exprimés en faveur de chaque candidat;

(e) tout autre point prévu par les présentes Règles, et

(f) tout autre renseignement, sur instruction du bureau électoral.

(3) Le procès-verbal est établi en double exemplaire en langue française, anglaise ou bichlamar.

(4) Il est signé par le rapporteur, le président du bureau de vote et les assesseurs. Il est contresigné par les candidats ou leurs délégués dûment habilités et présents lors du dépouillement.

(5) Chaque exemplaire du procès-verbal est placé, après signature, sous enveloppe scellée.

(6) Le rapporteur scelle également en deux paquets distincts les bulletins valables et nuls et fait figurer sur chaque paquet,

(a) ce qu'il contient;

(b) la date du scrutin;

(c) le nom et le numéro du bureau de vote

(7) Dès que les paquets visés au paragraphe (6) sont scellés, les personnes mentionnées au paragraphe (4) y apposent leurs signatures.

(7) Le président du bureau de vote, le rapporteur ou une personne en ayant reçu mandat par l'un d'eux, remet à la commission électorale responsable pour la circonscription dans laquelle le scrutin s'est déroulé, un exemplaire du procès-verbal et les paquets scellés mentionnés au paragraphe (6).

21 Notification des suffrages au Ministre

Lorsqu'une commission électorale a reçu tous les procès-verbaux visés à l'Article R. 20, y compris les procès-verbaux de tout bureau de vote où un nouveau scrutin a été organisé conformément aux dispositions de l'Article 16, du Titre 4 elle notifie au Ministre, le nombre de suffrages exprimés en faveur de chaque candidat dans les circonscriptions relevant de sa compétence.

22 Déclaration des candidats élus

(1) Dès que possible après avoir été avisé par toutes les commissions électorales conformément à l'Article 21 le Ministre communique,

(a) le nombre de suffrages exprimés en faveur de chaque candidat, dans chaque circonscription, et

(b) le nom de chaque candidat élu en vertu des Articles 23 à 25.

23 Identification des candadats élus

Les candidats [illegible] élus selon les résultats donnés par l'application d'un systeme de représentation proportionnelle.

24 Méthode de calcul

Les calculs suivants sont effectués séparément dans chaque circonscription:

(1) Le total des suffrages exprimés est divisé par le nombre de sièges à pourvoir. Le résultat, calculé au centième près indique le nombre de voix nécessaire pour obtenir un siège. C'est le "quotient électoral"

(2) Le total des suffrages exprimés pour chaque parti (en vue de l'interprétation, parti désigne un ou plusieurs candidats utilisant le même symbole électoral sont divisés pour le quotient électoral.

(3) Le résultat de la division effectuée aux termes du paragraphe (2) est alors exprimé par un nombre entier (ce nombre est zéro si le total des suffrages exprimés en faveur du parti est inférieur du quotient électoral) et un reste.

33/....

(4) Le nombre entier obtenu par l'opération effectuée conformément au paragraphe (3) indique le nombre de sièges attribués au parti concerné. Ces sièges soit répartis entre les candidats par ordre du nombre de voix obtenues.

(5) Un siège non pourvu après l'opération effectuée aux termes du paragraphe (4) ci-dessus est attribué du parti qui, à la suite de l'operation effectuée au paragraphe (3) ci-dessus, a le reste le plus grand.

Exemple de représentation proportionnelle

25 Un exemple du systemè de représentation proportionnelle mentionné dans l'Article 23 et des calculs décrits par l'Article 24 figure au Titre 7 de la présente Annexe.

Priorité au plus âgé

26 Dans le cas où deux ou plusieurs candidats d'une circonscription électorale obtiennent le même nombre de voix pour un seul siège selon les calculs décrits par l'Article 24, le Ministre déclare élu le plus âgé des candidats.

34/....

A N N E X E 3

TITRE 2

Arrêté de 1981 relatif aux élections provinciales (règles de procédure)

REPRESENTATION PROPORTIONNELLE

Exemple d'opérations

Numéro du candidat	Nombre de suffrages obtenus			
	Parti A	Parti B	Parti C	Party D
1	400	240	119	102
2	210	91		
3	120	72		
4	48	10		
Total	778	413	119	102

Nombre total des suffrages exprimés 1.412
Nombre de sièges 4
Quotient électoral

$$\frac{1412}{4} = 353.0$$

Division du nombre de voix obtenu par chaque parti par la quotient électoral -

			ou encore
Parti A	$\frac{778}{353}$	= 2.20	2 reste 72
B	$\frac{413}{353}$	= 1.17	1 reste 60
C	$\frac{119}{353}$	= 0.34	0 reste 119
D	$\frac{102}{353}$	= 0.29	0 reste 102

Le parti A obtient 2 sièges (net)

Le parti B obtient 1 siège (net)

Le siège restant est attribué du parti C qui a un reste de 119 bien que le candidat No. 3 du parti A ait obtenu 1 voix de plus

35/....

Autre exemple (avec égalité de voix)

Numero du candidat	Nombre des suffrages obtenus				
	Parti A	Parti B	Parti C	Parti D	
1	400	240	119	119	
2	210	163			
3	120				
4	42				
Total	772	403	119	119	1412

Quotient électoral $\frac{1412}{4} = 353.00$

Parti A $\frac{772}{353} = 2.19$ ou 2 reste 66

Parti B $\frac{403}{353} = 1.14$ 1 reste 50

Parti C $\frac{119}{353} = 0.34$ 0 reste 119

Parti D $\frac{119}{353} = 0.34$ 0 reste 119

Le parti A obtient 2 sièges
Le parti B obtient 1 siège
Le siège restant est attribué au candidat le plus âgé de C ou de D

36/....

ANNEXE 4 (Article 50)

Arrêté de 19?1 relatif aux élections provinciales (règles de procédure)

CITATION A COMPARAITRE

Devant la commission du contentieux électoral.

Monsieur/Madame/Mademoiselle .....

De: ..... (adresse)..

VOUS ETES CONVOQUE PAR LES PRESENTES

à comparaître pour témoigner devant la commission du contentieux électoral examinant la REQUETE de .....(nom).

.....(adresse)

*Candidat/électeur inscrit pour l'élection de .....(nom)

du Conseil Provincial le .....(date de la proclamation de son élection par le Ministre.)

*Et vous êtes prié d'apporter .....(indiquer les livres, documents, etc...)

SIGNE par le Président de la Commission, le ..... 19.....

.....
Président de la Commission du contentieux électoral

*Rayer le mention inutile

FAIT A PORT VILA le .....16.....(jour).....Juillet.....(mois) 19?1

F.K. TIMAKATA
MINISTRE DE L'INTERIEUR

REPUBLIC OF VANUATU

LOCAL GOVERNMENT COUNCIL ELECTIONS (PROCEDURE RULES)

ORDER NO 67 1981

To provide Rules for Local Government Council Elections.

IN EXERCISE of the powers contained in Section (2) of the Decentralisation Act No. 11 of 1980 I make the following Order :-

PART 1 - INTERPRETATION

Interpretation

1. Unless the context otherwise requires - "Act" means the Decentralisation Act No 11 of 1980;

"electoral roll" means a roll established by the Minister in accordance with Section of the Act;

"electoral Officer" means a District Commissioner, a registration officer, a presiding officer, a returning officer, a polling clerk or such other persons as the Minister may designate by notice published in the Gazette;

"Electoral Committee and Electoral Office" means an Electoral Committee and the Electoral Office provided for in this Order but on the establishment of the Electoral Commission shall mean the Commission;

"polling day" means the date fixed for an election or the commencement of an election in accordance with the Act;

"ward" means an area council division of a local government region as declared under Section 3 of the Act;

"Minister" means the Minister for the time being responsible for regional government or any Minister acting on his behalf

PART 2 - ELECTORAL COMMITTEES

Establishment and procedures of Electoral Committees

2. (1) There shall be an electoral committee consisting of 5 members established for each local government region.

(2) The members shall be appointed and removed by the Minister and their names shall be published in the Gazette.

(3) The Minister shall appoint a Chairman of the electoral committee. In the absence of the Chairman the members shall elect one of them present to chair a meeting.

(4) The decisions of the electoral committee shall not be valid unless the Chairman and not less than two other members are present.

(5) Decisions of the electoral committee shall be taken by a majority vote.

Function of Electoral Committee

3. The function of an electoral committee shall be to carry out such duties or exercise such powers as may be imposed on or vested in it under these rules.

2/....

PART 3 - CANDIDATES FOR ELECTION

Disqualification for election

4. A person shall be disqualified for election or appointment as a member of a local government council if he :-

(a) is a member of Parliament;

(b) is disqualified from being a member of Parliament;

(c) is in the service of the local government council.

5. Subject to Rule 7 a person shall be eligible to stand as a candidate for election to a local government council if he :-

(a) is a citizen of Vanuatu;

(b) is registered as an elector in the local government region in which he is a candidate;

(c) is not disqualified from voting;

(d) is not serving a term of imprisonment or has been sentenced to a term of imprisonment which has been suspended and the term of such suspension has not ended;

(e) is not an undischarged bankrupt; and

(f) has attained 21 years of age.

Declaration of Candidature

6. (1) Not later than one month before the date fixed for polling day every candidate for election shall lodge with the District Commissioner:-

(a) a declaration of candidature signed by him in the form and containing the particulars provided for in Part 1 of Schedule 1 which shall include a declaration that the candidate is eligible as provided for in Rules 4 and 5;

(b) 2 full face photographs of himself;

(c) except for a candidate sponsored by a political party having a symbol approved by the Minister an illustration on paper of his personal electoral symbol.

(2) A declaration of candidature shall also contain the signatures of not less than five sponsors being persons registered to vote in the local government region of the candidate and not being related to the candidate.

(3) No person may lodge a declaration of his own candidature -

(a) for more than one ward; or

(b) in the case of a by-election if he is a member of the Local Government Council.

(4) A District Commissioner who receives a declaration of candidature shall give a receipt to the candidate in the form contained in Part 2 of Schedule 1 and forward the declaration immediately to the Electoral Committee.

(5) The Electoral Committee shall within 24 hours of the end of the period provided for in subrule (1) make a list of the candidates named in declarations of candidature received by it and send 2 copies to the Minister.

(6) The Electoral Committee shall send with the list referred to in subrule (5) such comments on the validity of the candidature of any person named in the list as it shall consider fit.

7. Declaration of invalidity of candidature by Electoral Committee

(i) When a declaration of candidature has been delivered in compliance with Rule 6 the candidate shall stand sponsored for election unless and until the Electoral Committee declares his candidature invalid or evidence is given to the satisfaction of the Minister that the candidate has died, or the candidate withdraws.

(ii) The Electoral Committee shall only declare a candidature invalid if :-

(a) the candidate or his sponsors do not have the necessary qualifications or are disqualified; or

(b) the declaration of candidature is not sponsored as provided in Rule 6 (2).

(iii) Where the Electoral Committee decides that a candidature is invalid the Chairman shall so endorse the declaration of candidature giving reasons for the decision.

(iv) The decision of the Electoral Committee that a candidature is valid or invalid shall be final and not questioned in any proceedings whatsoever.

(v) Nothing in this rule shall prevent the Election Disputes Committee declaring the election of a candidate void after the election on the ground that he was not qualified or was disqualified for election.

8. (1) Where the District Commissioner of the District in which the local government region is situated considers that a declaration of candidature is invalid by reason of a bona fide error he shall not less than 14 days before polling day request the candidate to resubmit a valid declaration not less than 72 hours after such request.

(2) Where a declaration of candidature sponsored by a political party is declared invalid by the Electoral Committee or a candidate dies not less than 14 days before polling day another candidate sponsored by the same party may lodge a declaration of candidature provided that he does so within 72 hours of the declaration or death but notwithstanding that he does so within a shorter time before polling day than shall have been provided by the Electoral Committee under Rule 8 (1).

Publication of lists of candidates

9. A list of candidates shall be displayed at -

(a) the Office of the District Commissioner;

(b) the Parliament;

(c) the Office of the Minister;

(d) the Electoral Office; and

(e) such other places in the local government region as the Minister may direct

for not less than 14 days before polling day except in the case of new or re-submitted candidatures under Rule 8 where the period shall be not less than 9 days.

PART 4 - ELECTION OF MEMBERS OF A LOCAL GOVERNMENT COUNCIL

Declaration of election without a poll and notice of a poll

10. (1) If at the close of or at any time after the close of the period for declaration of candidature the number of candidates in any ward is not more than the number of members to be elected the Electoral Committee shall so report to the Minister who shall declare the candidates elected without a poll.

(2) If the number of candidates is less than the number of members to be elected the Minister shall when he declares the number of candidates elected declare the number of seats vacant.

(3) The Minister shall within 30 days after the declaration referred to in subrule (2) fix the date of an election for the seats declared vacant.

(4) If the number of candidates exceeds the number of members to be elected a poll shall be taken in accordance with this Part and without undue delay after the closing of the list of candidates the District Commissioner shall publish a notice stating:

(a) the names of the candidates;

(b) the hours of polling;

(c) the situation of each polling station;

(d) sufficient information to enable voters to know which polling station they are required to vote at;

(e) any other information that may be prescribed by the Minister in writing.

Presiding Officers

11. Every polling station shall be presided over by a presiding officer appointed for that purpose by the Electoral Committee.

Electoral Rolls to be in polling stations and voters only to vote if therein and have electoral identity cards

12. (1) During voting a copy of the electoral roll shall be kept in every polling station.

(2) No person may vote unless his name is contained in the roll of electors of the polling station at which he presents himself for voting, and he produces a valid electoral identity card issued to him.

Persons not entitled to vote

13. Persons detained in the mental hospital in accordance with the provisions of the Joint Mental Hospital Regulation No. 2 of 195[illegible] shall not be entitled to vote.

Polls to be secret and electors to vote once for one candidate

14. (1) A poll shall be taken by secret ballot.

(2) Subject to Rule 15, no person shall have more than one vote nor vote for more than one candidate.

Proxy vote

15. (1) A person may vote by proxy in the circumstances and in the manner provided for in Part 1 of Schedule 2.

(2) An application to vote by proxy shall be in the form contained in Part 2 of Schedule 2.

Suspension and stopping of poll

16. (1) Where polling is interrupted at a polling station in such circumstances that in the opinion of the presiding officer, it is temporarily impossible to continue he may suspend the poll and recommence it when he considers polling may continue undisturbed.

(2) Where there has been a suspension and reopening in accordance with subrule (1) polling shall continue after the time fixed for ending the poll for the period of the suspension unless the presiding officer is satisfied that every elector on the roll has cast his vote.

(3) When circumstances arise which in the opinion of a presiding officer make it impossible to continue with a poll within a reasonable time whether or not polling has already been suspended under subrule (1) he shall declare the poll stopped and inform the District Commissioner of the declaration who shall report thereon to the Electoral Committee which shall immediately forward the report with any comments it may have to the Minister.

(4) When a poll has been stopped under subrule (3) all proceedings before the declaration shall be annulled by the Minister in the ward in which the polling station is situate.

(5) If in the opinion of the presiding officer and not less than one polling clerk not later than half an hour before the time fixed for polling to close the voters waiting will not be able to vote in that time he may extend the time to the close of the poll by one hour and shall record the extension in his report under Rule 20 contained in Schedule 3.

(6) The presiding officer may close the polling station when all the voters on the roll have voted but the counting of votes shall not start earlier than one hour before the time fixed for the end of polling.

Display and locking of ballot boxes

17. Immediately before the commencement of a poll the presiding officer shall show the interior of the ballot box to those lawfully present in the polling station and then lock the box.

Method of voting and procedures

18. The method of voting, procedures to be observed during polls, and the manner of counting votes and declaring the election of candidates shall be in accordance with the provisions of Schedule 3.

Publication of results

19. As soon as practicable after an election the Minister shall cause the results to be published in the Gazette and in such other manner as appears appropriate to him.

PART 5 - ELECTION REPORTS

Report by Electoral Committee and Minister

20. After an election the electoral committee shall make a report to the Minister or Electoral Commission with regard to the conduct of the election in the local government region for which it is responsible and shall forward with the report;

(a) one copy of each report received by it in accordance with Rule 20 contained in Schedule 3

(b) its comments thereon; and

(c) all packets of counted and void ballot papers in its possession.

PART 6 - ELECTION OF PRESIDENTS AND DEPUTY PRESIDENTS

Election of Presidents and Deputy Presidents and method of election

21. (1) Each local government council shall elect by secret ballot from among its members a President and a Deputy President.

(2) The candidate who gains the votes of a majority of the members of the Council shall be elected.

(3) Where two or more candidates gain the same number of votes the older shall be considered elected.

(4) The Minister may at the request of or after consultation with a local government council, authorise the creation of one or more additional offices of Deputy President.

Officers of Councils to be honorary

22. The President, Deputy Presidents and Councillors of every local government council shall carry out their duties without remuneration.

Provided that, with the approval of the Minister, duty allowances may be authorised by a local government council and paid from the Council budget. Presidents, Deputy Presidents and Councillors shall be entitled when due occasion arises to reimbursement of any necessary expenditure incurred in the carrying out of special duties.

Election procedure

23. The meeting at which the election of the President takes place shall be presided over by a Deputy President. If there is not Deputy President the oldest person not being a candidate shall preside.

Notice of Election of President or Deputy President

24. Notice of the election of a President or Deputy President shall be given to members of the Council not less than 3 days before the election is due to take place.

Notification of results

25. The result of the election of a President or Deputy President shall be published by means of a public notice affixed in a prominent place near the

7/...

main entrance of the Council Office within twenty-four hours of its taking place and shall, within the same period, be notified to the Minister.

Challenge of elections

26. The election of a President and Deputy Presidents may be challenged in the same manner and within the period prescribed for objections concerning the elections of the members of the Council. The period allowed for admission of objections shall commence one clear day after the date of election.

Resignation of President or Deputy President

27. (1) A President or Deputy President may resign his Office in writing signed by him and delivered to the Secretary of the Council.

(2) A notice of resignation shall be delivered to the Secretary of the Council not later than 14 days before such resignation is to take effect.

(3) Two weeks after receipt of such notice of resignation of a President or Deputy President, a meeting of the Council shall be convened to elect a new President or Deputy President.

Eligibility to hold Office of President or Deputy President

28. Only persons elected to be Members of a Local Government Council may hold the office of President or Deputy President or temporarily carry out the duties thereof.

Term of office of Presidents and Deputy Presidents

29. (1) Subject to Rule 27, all Presidents and Deputy Presidents shall hold office until the end of one year from the date of their election or until the dissolution of the Council whichever occurs earlier.

(2) At the end of the term of office of a President and/or a Deputy President a meeting of the Council shall be convened to elect a new President and/or Deputy President in accordance with Rules 21, 23 and 24.

(3) Presidents and Deputy Presidents who have completed a term of office shall be eligible for re-election to these offices.

PART 7 - ELECTION OFFENCES

General Offences

30. (1) Any person who,

(a) obstructs, hinders or prevents an electoral officer from carrying out his duties under the Act or any Order made thereunder

(b) knowingly gives false information to any committee or person appointed under the Act or any Order made thereunder

commits an offence and shall be liable on conviction to a fine not exceeding 20,000 VT or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both such fine and imprisonment.

(2) Any person who contravenes or fails to comply with any of the provisions of the Act or any order or any lawful request made hereunder commits an offence and except where any other

penalty is specifically provided shall be liable on conviction to a fine not exceeding 20,000 VT or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both such fine and imprisonment.

Defacing and destruction of cards, documents and notices

31. Any person who without lawful excuse

(a) defaces or destroys any card or document issued to any person under the Act; or

(b) defaces, destroys or removes any notice exhibited under this Order or any document made available for inspection pursuant to this Order, commits an offence and shall be liable on conviction to a fine not exceeding 20,000 VT or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both such fine and imprisonment.

Offences relating to declarations of candidature and ballot papers

32. Any person who,

(a) forges or fraudulently defaces or destroys any declaration of candidature or delivers to a District Commissioner any declaration of candidature knowing the same to be forged, or

(b) forges or counterfeits or fraudulently destroys any ballot paper or official mark on any ballot paper, or

(c) without due authority supplies any ballot paper to any person, or

(d) sells or offers to sell any ballot paper to any person, or purchases or offers to purchase any ballot paper from any person, or

(e) not being a person entitled under this Order to be in possession of any ballot paper has any such ballot paper in his possession, or

(f) knowingly or intentionally puts into any ballot box anything other than the ballot paper which he is authorised by law to put in, or

(g) without due authority, takes out of the polling station any ballot paper or is found in possession of any ballot paper outside a polling station, or

(h) without due authority, destroys, takes, opens or otherwise interferes with any ballot box, ballot paper or packet of ballot papers in use or intended to be used for the purposes of an election, or

(i) without due authority, prints any ballot paper, or

(j) not being authorised to do so under this Order, uses a ballot paper issued to a person, other than himself, with intent that such ballot paper shall record the vote of such other person,

commits an offence and shall be liable on conviction to a fine not exceeding 20,000 VT or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both such fine and imprisonment.

9/....

Unauthorised voting

33. Any person who knowingly votes,

(a) at an election at which he is not entitled to vote;

(b) more than once at an election;

(c) at a polling station where he is not entitled to vote;

(d) as a proxy knowing the person for whom he votes has already voted or is no longer qualified to vote;

commits an offence and shall be liable on conviction to a fine not exceeding 20,000 VT or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both such fine and imprisonment.

Personation

34. A person commits the offence of personation if he -

(a) except when voting as a proxy, votes as some other person whether that other person is living or dead or is a fictitious person, or

(b) votes as proxy for a person whom he knows or has reasonable grounds for supposing to be dead or a fictitious person.

Bribery

35. (1) A person commits the offence of bribery,

(a) if he directly or indirectly by himself or by other person,

(i) gives any money or procures any office to or for any voter or to or for any other person on behalf of any voter or to or for any other person in order to induce any voter to vote or refrain from voting;

(ii) corruptly does any such act on account of any voter having voted or refrained from voting;

or

(iii) makes any such gift or procurement to or for any person in order to induce that person to procure, or endeavour to procure, the election of any candidate or the vote of any voter,

or if upon or in consequence of any such gift or procurement he procures or engages, promises or endeavours to procure the election of any candidate or the vote of any voter;

(b) if he advances or pays any money or causes any money to be paid to or to the use of any other person with the intent that such money or any part thereof shal be expended in bribery at any election, or knowingly pays any money or causes any money to be paid to any person in discharge or repayment of any money wholly or in part expended in bribery at any election.

(c) if before or during an election he directly or indirectly, by himself or by any other person on his behalf, receives, agrees or contracts for any money, gift, loan or valuable consideration or any office, place or employment for himself or for any other person for voting or agreeing to vote or from refraining or agreeing to refrain from voting;

(d) if after an election he directly or indirectly by himself or by any other person on his behalf receives any money or valuable consideration on account of any person having voted or refrained from voting or having induced any other person to vote or refrain from voting.

(2) For the purposes of subrule (1),

(a) references to giving money include references to giving, lending, agreeing to give or lend, offering, promising and promising to procure or to endeavour to procure any money or valuable consideration; and

(b) references to procuring office include references to giving, procuring, agreeing to give or procure, offering, promising and promising to procure or to endeavour to procure any office, place or employment.

Treating

36. A person commits the offence of treating,

(a) if he corruptly by himself or by any other person either before, during or after an election directly or indirectly gives or provides or pays wholly or in part the expenses of giving or providing any food, drink or entertainment to or for any person,

(i) for the purpose of corruptly influencing that person or any other person to vote or refrain from voting; or

(ii) on account of that person or any other person having voted or refrained from voting or being about to vote or refrain from voting.

(b) if he corruptly accepts or takes food, drink or entertainment offered in the circumstances and for the purpose mentioned in paragraph (a).

Undue Influence

37. A person commits the offence of undue influence if

(a) he directly or indirectly by himself or by any other person on his behalf,

(i) makes use of or threatens to make use of any force, violence or restraint, or

(ii) inflicts or threatens to inflict by himself or by any other person any temporal or spiritual injury, damage, harm or loss upon or against any person,

in order to induce or compel that person to vote or refrain from voting, or on account of that person having voted or refrained from voting; or

(b) by abduction, duress or any fraudulent device or contrivance he impedes or prevents the free exercise of the franchise of a voter, or thereby compels, induces or prevails upon a voter either to vote or to refrain from voting.

False statements about candidates

38. (1) Any person who before or during an election, for the purposes of affecting the election of any candidate, makes or publishes a false statement of fact in relation to the personal character or conduct of any candidate commits an offence unless he can show that he had reasonable grounds for believing and did believe that statement to be true.

(2) Any person who before or during an election knowingly publishes a false statement of the withdrawal of a candidate for the purpose of promoting or procuring the return of another candidate commits an offence.

(3) Any person who commits an offence under this Rule shall be liable on conviction to a fine not exceeding 20,000 VT or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both such fine and imprisonment.

(4) The provisions of this Rule shall not take away the right of any person to sue for defamation of character.

Penalty for corrupt practices

39. (1) The offences of personation, bribery, treating and undue influence are corrupt practices for the purposes of this Order.

(2) A person convicted of a corrupt practice shall be liable on conviction to a fine not exceeding 70,000 VT or to imprisonment for a term not exceeding five years or to both such fine and imprisonment.

Certain activities prohibited on polling day.

40. (1) During the hours of polling no person shall within one hundred metres of any polling station:-

(a) seek to influence any person to vote for any candidate;

(b) seek to ascertain for which candidate any voter intends to vote, or

(c) hold any deliberations or discussions.

(2) During the hours of polling no person shall within one kilometre of a polling station sell any intoxicating liquor.

(3) Any person who contravenes any of the provisions of this Rule commits an offence and shall be liable on conviction to a fine not exceeding 20,000 VT.

12/....

Requirement of secrecy

41. (1) Every election officer, candidate or authorised representative of a candidate attending at a polling station shall maintain and aid in maintaining the secrecy of voting and shall not, except for some purpose authorised by law, communicate to any person information as to,

(a) the name of any voter who has not applied for a ballot paper or voted at a polling station; or

(b) the number on the register of any voter who has or has not applied for a ballot paper or voted at a polling station; or

(c) an official mark.

(2) Every person attending at the counting of votes shall maintain and aid in maintaining the secrecy of voting and shall not without authority communicate any information in connection therewith.

(3) No person shall,

(a) interfere with or attempt to interfere with a voter when recording his vote;

(b) otherwise obtain or attempt to obtain in a polling station information as to the candidate for whom a voter in that station is about to vote or has voted;

(c) communicate at any time to any person any information obtained in a polling station as to the candidate for whom a voter in that station has voted or is about to vote;

(d) directly or indirectly induce a voter to display his ballot paper after he has selected it so as to make known to any person the name of the candidate for whom he has or has not voted.

(4) No person who has undertaken to assist,

(a) a blind voter, or

(b) a voter who is incapacitated from voting by other physical cause,

to vote shall communicate at any time to any person any information as to the candidate for whom that voter intends to vote or has voted.

(5) Any person who contravenes any provision of this Rule commits an offence and shall be liable on conviction to a fine not exceeding 20,000 VT or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both such fine and imprisonment.

Offences by election officers

42. Any electoral officer, having any duty to perform, under this Order or any other law, who

13/....

(a) makes in any record, return or other document which he is required to keep or make under this Order or such other law any entry which he knows or has reasonable cause to believe to be false, or does not believe to be true, or

(b) permits any person whom he knows or has reasonable cause to believe not to be a person who is blind or incapacitated from voting by other physical cause to vote in a manner provided for such persons, or

(c) refuses to permit any person whom he knows or has reasonable cause to believe to be a person who is blind or incapacitated from voting by other physical cause to vote in a manner provided for such persons, or

(d) wilfully prevents any person from voting at the polling station at which he knows or has reasonable cause to believe such person is bound to vote, or

(e) wilfully rejects or refuses to count any ballot paper which he knows or has reasonable cause to believe is validly cast for any candidate, or

(f) wilfully counts any ballot paper as being cast for any candidate which he knows or has reasonable cause to believe was not validly cast for such candidate, or

(g) without reasonable cause acts or omits to act, in breach of his official duty,

commits an offence and shall be liable on conviction to a fine not exceeding 60,000 VT or to imprisonment for a term not exceeding three years or to both such fine and imprisonment.

Offence of conspiring to or attempting to commit an election offence

43. (1) It shall be an offence to conspire with other persons to or to attempt to commit an offence provided for under this Order.

(2) A person convicted of an offence under subrule (1) shall be liable to the same penalty as is provided for the offence he is convicted of conspiring or attempting to commit.

PART 9 - ELECTION PETITIONS

Election Disputes Committee

44. (1) The Minister shall within 7 days of the signing of the Order fixing the date of a local government council election appoint an Election Disputes Committee.

(2) The Election Disputes Committee shall consist of not more than 6 and not less than 4 members.

(3) The Minister shall appoint a Chairman of the Election Disputes Committee from among its members.

(4) A candidate in the election for which a committee is established shall not qualify to be a member of the committee.

14/....

(5) The Minister may replace a member who is unable to carry out his duties or ceases to be qualified or fill any vacancy.

(6) When appointing the Election Disputes Committee the Minister may make such stipulations, not inconsistent with this Order, as he may consider appropriate concerning the functions of the Committee.

(7) The names of the members of the Election Disputes Committee together with the address of the Committee for service of Petitions shall be published in the Gazette.

Elections only to be challenged under this Order

45. (1) The validity of any election to the Local Government Council may be questioned by a petition brought for that purpose under this Order and not otherwise.

(2) Every election petition shall be heard by the Election Disputes Committee.

Persons who may present election petitions

46. An election petition may be presented by one or more of the following:-

(a) a person who is registered to vote at the election to which the petition relates;

(b) a person claiming himself to have been a candidate at such election.

Petitions only valid if deposit made

47. (1) The presentation of an election petition shall not be valid unless within the time limited by Rule 48 for presentation of the petition the person seeking to present the same lodges with the Election Disputes Committee a deposit of 10,000 VT as security for costs.

(2) Subject to subrule (3) a deposit made under subrule (1) shall be returned to the Petitioner after the petition has been heard.

(3) The Election Disputes Committee may deduct from a deposit made under subrule (1), the amount of any costs ordered to be paid.

Time for presentation of petitions

48. (1) Subject to subrule (2) an election petition shall be presented within 21 days of the publication in the Gazette of the results of the election to which the petition relates.

(2) If a petition alleges a specific payment of money or other reward after an election by or on the account of a person whose election is disputed, the petition may be presented within 21 days of the alleged payment.

(3) The time limit provided for in this Rule shall not be extended.

Election petitions to be in writing and copies to be served on affected persons

49. (1) An election petition shall be in writing and specify the ground or grounds upon which an election is disputed.

(2) The Election Disputes Committee shall cause a a copy of each election petition to be served on any person whose election may be affected by the petition and allow such person a reasonable time in which to make any submissions in writing on such petition and an opportunity to be heard on the hearing of the petition.

50. Proceedings of Election Disputes Committee

(1) The members of the Election Disputes Committee may make such rules or decisions not inconsistent with this Order or any other law and any stipulations or decisions made pursuant to Rule 44 (6) concerning the conduct of proceedings before them, the times and places of their meetings and adjournment thereof as they shall consider proper.

(2) The proceedings of the Committee shall be conducted in English, French or Bislama according to the choice of the petitioner and interpreters shall be provided by the Committee.

(3) The proceedings of the Committee shall be recorded in writing.

(4) The Committee shall have the power to summon witnesses, call for documents and to examine persons appearing before it on oath.

(5) A summons to a witness shall be in the form contained in Schedule 4.

(6) Persons may be represented before the Committee by Counsel.

(7) A person who without sufficient excuse,

(a) disobeys a summons or reasonable direction of the Committee,

(b) hinders or obstructs the Committee,

(c) gives false evidence to the Committee, or

(d) insults the Committee by word of mouth, writing, radio broadcast or in any other manner,

commits an offence and shall be liable on conviction to a fine not exceeding 20,000 VT or to imprisonment not exceeding six months or to both such fine and imprisonment.

(8) No person appearing before the Committee shall be bound to incriminate himself and all such persons shall be entitled to the privileges accorded to a witness appearing before the Supreme Court.

Decisions of Election Disputes Committee

51. (1) On hearing a petition the Election Disputes Committee may;

(a) declare the election to which the petition relates is void;

(b) declare a candidate other than the person whose election is questioned was duly elected;

or

(c) dismiss the petition and declare the person whose election is questioned was duly elected.

16/....

(2) The Election Disputes Committee may make such orders as to the payment of costs by any person appearing before it as it may deem fit.

Grounds for declaring election void

52. (1) The election of a candidate may be declared void on an election petition if it is proved to the satisfaction of the Election Disputes Committee, that

(a) bribery, treating, undue influence or other misconduct or circumstances whether similar to those hereinbefore enumerated or not, have so extensively prevailed that they may be reasonably supposed to have affected the result of the election;

(b) there has been such non-compliance with the provisions of this Order, in the conduct of polling or in any other matter that such non-compliance affected the result of the election;

(c) the candidate was at the time of his election a person not qualified or disqualified for election; or

(d) there was such irregularity in the counting of the votes as may reasonably be supposed to have affected the result of the election.

(2) The election of a candidate shall be declared void if he is convicted by a Vanuatu Court of committing a corrupt practice or of attempting or conspiring to commit a corrupt practice.

(3) Notwithstanding the provisions of subrule (1) -

(a) where upon the hearing of an election petition the Election Disputes Committee finds that any agent of a candidate has been guilty of a corrupt practice and the Election Disputes Committee further finds that the candidate has proved to the Election Disputes Committee that

(i) no corrupt practice was committed by the candidate himself or with his knowledge or consent or approval,

(ii) the candidate took all reasonable means for preventing the commission of corrupt practices at such election, and

(iii) in all other respects the election was free from any corrupt practice on the part of the candidate,

(iv) such corrupt practices did not affect the result of the elections,

then, if the Election Disputes Committee so recommends, the election of such candidate shall not by reason of any such practice be void,

(b) where upon the hearing of an election petition the Election Disputes Committee finds that there has been failure to comply with any provision of this Order but the Election Disputes Committee further finds, that it is satisfied that the election was conducted in accordance with the principles laid down in this Order and that such failure did not affect the result of the election, the election of the successful candidate shall not, by reason of such failure, be void.

Examination of votes cast

53. When on an election petition the election is claimed for an unsuccessful candidate on the ground that he had a majority of lawful votes the Election Disputes Committee may direct an examination of the counted and void votes and of the counting of votes.

Communication of decision of Election Disputes Committee and Appeals

54. (1) The decision of the Election Disputes Committee shall be communicated without delay to the petitioner and all persons whose election is subject to such petition.

(2) Any person referred to in subrule (1) may within 14 days of such decision or such further time as the Supreme Court may allow appeal to that Court in writing giving brief reasons for his appeal.

(3) After consideration of the written appeal and of the record of the proceedings before the Election Disputes Committee the Supreme Court may either dismiss the appeal summarily or give the other persons affected by the appeal an opportunity to lodge replies to it and fix a date to hear the appeal.

(4) Any decision of the Supreme Court on an appeal whether a summary dismissal or a decision after a hearing shall be final.

(5) The Supreme Court may make rules of procedure to be observed in relation to appeals to it under this Rule.

(6) The Election Disputes Committee forthwith after the end of a period of fourteen days after its decision or in the case of an appeal the Supreme Court forthwith after its decision shall inform the Minister thereof who shall take all proper measures to effect it and shall inform the Council of Ministers of the decision.

Reports to Procurator General

55. The Election Disputes Committee or if an appeal from its decision is made the Supreme Court shall if in its opinion anyone has committed an offence of a corrupt practice in connection with an election to which a petition heard by it relates, send a written report in respect thereof to the Procurator General.

1?/....

No person required to reveal his vote

56. No person who has voted in an election shall in any proceedings be required to state for whom he has voted.

PART 9 - MISCELLANEOUS AND SUPPLEMENTAL

Notification to Electoral Office of election offences

57. Any Court which convicts a person of an election offence shall inform the Electoral Office.

Savings when election declared void

58. Where on an election petition the election of a member of the local government council is declared void nothing done by him prior to such declaration either as a member of the local government council or in an office for which membership of the council is a qualification shall be thereby invalidated.

Disposal of Reports and Documents

59. (1) Subject to subrule (2) the Electoral Office shall retain for not less than one year all Reports sent to it in accordance with rule 20 and all Documents sent therewith including packets of counted and void votes.

(2) Documents relating to an election in respect of which an election petition or any legal proceedings have been commenced shall not be destroyed until the proceedings have ended.

(3) The Election Disputes Committee or the Supreme Court when hearing an election petition or a Court trying an election offence may make an order that any document retained by the Electoral Office shall be inspected, copied or produced at such time and place and subject to such conditions as it thinks fit.

(4) No order shall be made under subrule (3) unless the Court or the Election Disputes Committee is satisfied that the inspection, copying, or production is essential for the hearing of a charge of an election offence or the hearing of an election petition.

(5) Except as provided by subrule (3) no person may inspect or copy any document retained by the Electoral Office under this Order.

Commencement

60. This Order shall come into force on the date of its signature.

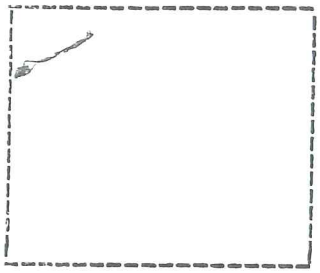
SCHEDULE 1 Rule 6 (1) (a)

PART 1

Local Government Council Elections (Procedure Rules) Order No. of 1981

DECLARATION OF CANDIDATURE

To the District Commissioner for _____ District



I, _____ (name) of _____

being a citizen of Vanuatu and aged 21 or more

HEREBY DECLARE

1. myself as a candidate for election to the _____ Local Government Council as representative for _____ Ward;

2. that I am registered in the electoral rolls for _____ Polling District;

3. that I am not disqualified from voting;

4. that I have not received the sentence of imprisonment referred to in Rule of the Procedure Rules Order No. of 1981;

5. that I am not an undischarged bankrupt;

6 that my occupation/profession is _____

DATE ..... SIGNATURE OF CANDIDATE .....

NOTES

1. When this form is completed (including the sponsorship details overleaf) it should be returned to the District Commissioner of the District in which the election is to be held.

2. Please attach to this form :-

   (a) Two passport sized photographs of yourself (not colour photos)

   (b) An illustration on paper of your personal electoral symbol unless you are sponsored by a political party with an approved symbol.

SPONSORSHIP OF CANDIDATE

1. NAME ..... ADDRESS .....

   OCCUPATION ..... ELECTORAL CARD NO .....

   SIGNATURE .....

2.

3.

4.

5.

NOTE

Sponsors must be registered as electors in the Local Government region of the candidate and must not be related to him.

SCHEDULE 1 (Rule 6 (4))

PART 2

Local Government Council Elections (Procedure Rules) Order 1981

RECEIPT

Received from Mr./Mrs./Miss ..... this ..... day of ..... 19 .., a declaration of candidature for the election of members of the Local Government Council of ..... to be held on the ..... day of ..... 19 ..

Signed : .....
District Commissioner for ..... District

SCHEDULE 2 (Rule 15)

PART 1

Local Government Council Elections (Procedure Rules) Order 1981

RULES FOR VOTING BY PROXY

Application to vote by proxy

1. (1) Any person who is entitled to vote may vote by proxy only if he can demonstrate that by reason of :-

(a) occupation;

(b) health; or

(c) religion;

he is unable to vote in person at the polling station where ba is registered to vote.

(2) A person referred to in subrule (1) shall apply to the Electoral Committee by the completion and submission thereof of Form A in Part 2 of this Schedule accompanied by his electoral identity card.

(3) A person who is prevented from voting by reason of his occupation shall accompany his application with a certificate signed by his head of department, superior officer, manager or other person

to whom he is responsible certifying as to his inability to vote in person and the reason therefor.

(4) A person who is prevented from voting in person by reason of health shall accompany his application with a certificate by a recognised medical practitioner, nurse, dresser or on the unavailability of any such persons a person of good standing certifying as to his inability to vote in person and the reason therefor.

(5) A person who professes to be prevented from voting in person by reason of religious obligations shall accompany his application by a certificate of a Minister of his religion that he cannot vote for reasons of religion.

(6) Every application under subrule (2) hereof shall reach the Electoral Committee not less than 72 hours before polling.

Decisions of Electoral Committee and notification thereof

2. (1) If the Electoral Committee which received an application under Rule 1 (2) is satisfied that:-

(a) an applicant is entitled to vote by proxy; and

(b) the person named as proxy is registered on the same Roll as the applicant,

it shall so inform the applicant using the detachable part of the application form and deliver by post or other means the completed proxy card in Form 8 contained in Part 2 of this Schedule and the applicant's electoral identity card to the proxy named by the applicant.

(2) For the purposes of subrule (1) an Electoral Committee shall be deemed to have delivered a proxy card and electoral identity card if it makes known to a proxy that the cards are available for collection at the polling station on polling day.

(3) If an Electoral Committee which receives an application under Rule 1 (2) is not satisfied that the applicant is entitled to vote by proxy it shall so inform the applicant.

(4) If the Electoral Committee although being satisfied that an applicant under Rule 1 (2) is entitled to vote by proxy but that the person nominated as proxy is not eligible to be a proxy for the applicant it shall so inform the applicant and invite him to nominate another person provided that in its opinion the applicant will be able to make such nomination not less than 48 hours before polling.

Revocation of proxies and further applications

3. (1) A voter may revoke a proxy by notice in writing to an Electoral Committee.

(2) A voter who has revoked a proxy may apply for the issue of another.

Elector who has obtained issue of proxy may vote in person

4. A voter who has obtained the issue of proxy may vote in person provided he obtains his electoral identity card from his proxy before that person votes on his behalf.

Proxy nullified on death or cessation of eligibility of voter or his proxy

5. (1) Where a voter or his proxy dies or ceases to be eligible to vote a proxy shall become null and void.

(2) The Electoral Committee shall recover the proxy card.

Limitations on voting by proxy

6. (1) No voter may cast a proxy vote for more than two voters.

(2) If more than two proxies are made out in the name of the same voter the two earliest in date shall be valid.

(3) If more than two proxies issued to a voter bear the same date the voter shall be required by the presiding officer at his polling station to choose those two under which he will cast votes and surrender any others.

(4) The presiding officer will cause any voter whose proxy is invalid to be so informed without undue delay.

Manner of voting by proxy and casting of own vote

7. (1) A proxy voter shall vote for the person for whom he is proxy in the same manner as he casts his own vote.

(2) If a proxy voter wishes to cast his own vote he must do it at the same time as he votes as proxy.

(3) When a person votes as proxy he must produce his own electoral identity card, the proxy card authorising him to vote as proxy and the electoral identity card of the person for whom he is voting.

SCHEDULE 2

PART 2

Local Government Council Elections (Procedure Rules) Order 1981

Form A

APPLICATION TO VOTE BY PROXY

To the _____ Electoral Committee

1. I, _____ - _____

being registered to vote at _____ Polling Station hereby apply for the issue of a proxy to _____ of _____ who is entitled to vote at the same Polling Station.

2. I cannot attend at the Polling Station on polling day by reason of -

(a) my occupation
(b) my health
(c) my religion

_____

_____

_____

(delete whichever is not applicable and give particulars and details stating how your attendance is prevented)

3. I enclose a certificate from my -

(a) head of Department;
(b) superior officer;
(c) manager, etc;
(d) medical officer;
(e) dresser;
(f) nurse;
(g) sister, etc;
(h) minister of Religion.

(delete whichever is not applicable and ensure that the following statement is completed)

DATED this day of 19__ _____
SIGNATURE OF APPLICANT

NOTE : This application must be accompanied by the applicant's electoral identity card.

Form 8

NOTIFICATION TO APPLICANT TO VOTE BY PROXY

1. Your application to vote by proxy has been rejected because _____
_____
_____
_____

2. Your application to vote by proxy has been accepted but the person is not named on the Roll for _____ and you are requested to nominate another person who is on that Roll.

3. Your application to vote by proxy has been approved and the proxy card and your electoral identity card have been delivered to, or made available for collection by _____.

DATE : _____ _____

ELECTORAL COMMITTEE

SCHEDULE 3 (Rule 18)

PART 1

Election of Candidates Rules

Provision of polling stations

1. (1) The District Commissioner after consultation with the Electoral Office shall determine the location of one polling station in each polling district.

(2) The Electoral Office shall determine the location of polling stations situated in the Municipalities of Port Vila and Luganville in order to provide voting facilities for persons who, although resident in the Municipalities, have chosen to register as electors in the local government region of their birthplace and are unable to be present in that region on polling day.

(3) The Electoral Office shall be responsible for their installation.

Polling clerks.

2. (1) The Chairman after consultation with the Electoral Committee where practicable shall appoint such number of polling clerks to assist the presiding officer as shall be necessary.

(2) The oldest polling clerk shall act as presiding officer during the absence or incapacity of the presiding officer.

Authorised representatives of candidates.

3. (1) A candidate or political party may nominate in writing to the appropriate District Commissioner not less than twentyfour hours before polling an authorised representative for each polling station who may attend during voting and counting and who may require any comment, dispute or protest to be included in the report by the returning officer made under Rule 20 (2).

(2) Subject to subrule (3) the District Commissioner shall issue each authorised representative nominated under subrule (1) with a letter of authority.

(3) No candidate shall have more than one authorised representative at one polling station but one representative may be authorised for more than one candidate and more than one polling station.

(4) A presiding officer shall not permit to remain in a polling station any person who claims to be an authorised representative of a candidate but who cannot produce a letter of authority.

(5) A list of all authorised representatives of candidates shall be displayed at all polling stations.

Equipment at polling stations

4. (1) Each presiding officer shall be provided by the Electoral Office with such number of ballot boxes, ballot papers and envelopes bearing official markings as shall be necessary for them to carry out their duties.

(2) Each ballot box shall have two padlocks with dissimilar keys and shall be so constructed that when locked ballot papers can be put therein but cannot be withdrawn.

(3) The District Commissioner shall provide each polling station with :

(a) the list of authorised representatives provided for in Rule 3 (5);

(b) two copies of the electoral roll for the Ward in which the station is established;

(c) copies of the electoral laws;

(d) sufficient polling booths to enable voters to vote in secrecy.

(e) sufficient tally sheets for recording votes cast for each candidate, and

(f) any notices required by law to be displayed in polling stations.

Notices for guidance of voters.

5. A notice in legible print giving descriptions in English, French and Bislama for the guidance of voters in voting shall be exhibited inside and outside each polling station.

Opening of polling station.

6. The presiding officer shall open the polling station over which he presides at the date and on the time provided for in the notice referred to in Rule 10 (4) under Part 4.

Resolution of difficulties and statement of objections and decisions.

7. (1) A presiding officer shall endeavour to emicably resolve all difficulties that may arise during the poll giving reasons for his decisions.

(2) A written statement of all authorised representatives' objections and decisions thereon together with any re relevant document initialled by the presiding officer and a polling clerk shall be included in the Report made by the returning officer under Rule 20 (2).

Regulation of admission to polling station.

8 The presiding officer shall regulate the number of voters to be admitted to a polling station at the same time and shall exclude all other persons except :

(a) the polling clerks

(b) officials of the Electoral Office

(c) the District Commissioner;

(d) candidates and their authorised reoresentatives nominated in accordance with Rule 3;

(e) police officers on duty;

(f) companions of disabled voters

(g) press representatives authorised by the Electoral Office.

Keeping of order in polling station.

9. (1) It shall be the duty of the presiding officer to keep order at his polling station.

(2) If a person misconducts himself at a polling station or fails to obey the lawful orders of the presiding officer he may by order of the presiding officer be removed.

(3) A person removed in accordance with subrule (2) shall not without the permission of the presiding officer re-enter the polling station.

(4) The power conferred by this Rule shall not be exercised so as to prevent a voter who is otherwise entitled to vote at a polling station from having the opportunity of voting at that polling station.

Voting.

10. (1) Every voter desiring to vote shall present himself at his allotted polling station. The presiding officer or polling clerk shall satisfy himself that:

(a) the voter is registered on the roll at the station

(b) has not already voted and

(c) place his signature opposite the name of the voter on the margin of one of the electoral rolls and

(d) deliver to the voter one ballot paper for each candidate and one envelope.

(2) Immediately on receipt of the ballot papers and envelope a voter shall :

(a) enter a polling booth

(b) record his vote by placing the ballot paper bearing the name and symbol of his chosen candidate in the envelope

(c) leave all other ballot papers in the booth

(d) present himself to the presiding officer or polling clerk who without touching it shall verify that the voter tenders one envelope.

(e) place the envelope in the ballot box and

(f) leave the polling station without undue delay after the completion of the formalities referred to in Rule 11.

Polling clerk's duties in respect of person who has voted.

11. After each elector has voted a polling clerk shall :

(a) stamp and endorse on the electoral card of the elector the date of the election

(b) place his signature opposite the name of the elector in the margin of the second electoral roll and

(c) return the card to the elector.

Replacement of spoilt ballot papers.

12. A voter who satisfies the presiding officer that he has inadvertently spoilt a ballot paper may on surrendering it obtain another.

Report on persons suspected of personation.

13. If before a voter leaves a polling station a candidate or his authorised representative or a polling clerk informs the presiding officer he has reasonable cause to believe that the voter has committed the offence of personation and agrees to substantiate the accusation in a Court the presiding officer shall report the matter to the District Commissioner.

Assistance to disabled voters.

14. (1) Any person suffering from a physical disability may be granted permission by a presiding officer to be accompanied into a polling station by a person of his choice to assist him in voting.

(2) The granting of permission under this Rule shall be recorded in the Report made by the returning officer under Rule 20 (2).

Returning officer.

15. (1) The District Commissioner shall appoint a returning officer for each polling station.

(2) A presiding officer may be so appointed.

(3) Every District Commissioner and Assistant District Commissioner may if necessary be a returning officer ex officio.

Members of public to be admitted to observe count.

16. A returning officer shall allow as many members of the public to observe a count as can do so without hindering counting.

Counting of votes.

17. (1) Immediately a poll is closed the returning officer shall supervise the counting of the votes which shall be done by :

(a) opening the ballot box or boxes

(b) the presiding officer removing all envelopes from each box

(c) the presiding officer taking the ballot papers from the envelopes

(d) the presiding officer reading out the name on each ballot paper

(e) the polling clerks recording the number of votes cast for each candidate on two tally sheets provided for that purpose.

(2) If the number of envelopes is found to be more or less than the marginal signatures or initials made in the Roll in accordance with Rule 11 (b) the discrepancy shall be stated in the Report provided for in Rule 20 (2).

Void ballot papers.

18. Any ballot paper which:

(a) by any writing or mark thereon identifies the voter

(b) is not in an envelope or is in a non-official envelope; or

(c) is in an envelope containing more than one ballot paper;

shall be void and not counted.

Recounts.

19. On the close of counting or on a recount a candidate or his authorised representative may request the returning officer to conduct a recount and further recounts but the returning officer may refuse to do so if in his opinion the request is unreasonable.

Declaration of votes and report on voting.

20. (1) When a returning officer is satisfied that the count or recounts are complete he shall declare counting of votes completed and formally announce the votes cast for each candidate.

(2) Immediately after declaring the counting of votes completed the returning officer shall complete the official report on polling which shall state:

(a) the number of registered voters;

(b) the number of voters who voted;

(c) the number of void ballot papers;

(d) the number of valid votes cast for each candidate;

(e) such other matters as these Rules provide shall be included, and

(f) such other matters as the Electoral Office shall direct may be included.

(3) The report shall be made in duplicate in French, English or Bislama.

(4) It shall be signed by the returning officer, the presiding officer and polling clerks. It shall be countersigned by such of the candidates as may be present at the count.

(5) After it has been signed each copy of the report shall be placed in a sealed envelope.

(6) The returning officer shall also seal in separate packets the counted and void ballot papers and endorse on each packet:

(a) a description of its contents;

(b) the date of polling, and

(c) the name and number of the polling station.

(7) The packets referred to in subrule (6) shall immediately they have been sealed and endorsed be signed on the outside by the persons referred to in subrule (4).

(8) One copy of the report and the sealed packets referred to in subrule (6) shall be delivered to the Electoral Committee responsible for the Ward in which the poll was taken by the presiding officer, the returning officer or a person instructed by one of them.

Notification of votes cast for each candidate to Minister by Electoral Committee.

21. When an Electoral Committee has received all the reports provided for in Rule 20 including reports from any polling stations where a new poll has been held pursuant to Rule 16 under Part 4 it shall notify the Minister of the number of votes cast for each candidate in the constituencies for which it is responsible.

Declaration by Minister of candidates elected.

22. The Minister shall as soon as practicable after receiving notification in accordance with Rule 21 from the Electoral Committee announce for each Ward:

(a) the number of votes cast for each candidate and
(b) the name of each candidate elected in accordance with Rules 23 - 26.

Determination of successful candidates.

23. A system of proportional representation shall be used to determine which candidates shall be declared elected.

Method of calculation.

24. The following calculations shall be carried out separately for each ward:

(1) The total number of votes cast shall be divided by the number of seats contested. The result, calculated to two decimal places, will indicate the number of votes required to secure one seat and shall be known as the 'electoral quotient'.

(2) The total number of votes cast for each party (and for this purpose a party shall mean one or more candidates using the same electoral symbol) shall be divided by the electoral quotient.

(3) The result of the division at subrule (2) shall be expressed as a whole number (which will be zero if the total number of votes cast for the party is less than the electoral quotient) and a remainder.

(4) The whole number obtained at subrule (3) shall indicate the number of seats won outright by the party concerned and these shall be awarded successively to the candidate with the highest number of votes.

(5) Any remaining seat not allocated as a result of the operation at subrule (4) shall be awarded to the party which, after the operation at subrule (3) had the larges remainder.

Example of proportional representation

25. An example of the system of proportional representation referred to in Rule 23 and the calculations set out in Rule 24 is contained in Part 2 of this Schedule.

Declaration by Minister of eldest candidate elected.

26. Should two or more candidates in a Ward receive the same number of votes so that if one of them only had received that number of votes he would have been declared elected under Rule 24 the Minister shall declare the eldest elected

S C H E D U L E 3

PART 2

Local Government Council Elections (Procedure Rules) Order 19 1

PROPORTIONAL REPRESENTATION

Example of how the rules would operate.

Candidate Number	No. OF VOTES OBTAINED			
	Party A	Party B	Party C	Party D
1	400	240	119	102
2	210	91		
3	120	72		
4	47	10		
Totals	77	413	119	102

Total No. of votes cast 1.412
Number of seats 4
Electoral quotient $\frac{1.412}{4} = 353.0$

Divide total party votes by the electoral quotient -

		alternatively
Party A	$\frac{772}{353} = 2.20$	2 remainder 72
B	$\frac{413}{353} = 1.17$	1 remainder 60
C	$\frac{119}{353} = 0.34$	0 remainder 119
D	$\frac{102}{353} = 0.29$	0 remainder 102

Party A wins 2 seats clear

Party B wins 1 seat clear

Remaining seat goes to Party C with a remainder of 34 although No. 3 candidate of Party A has one more vote.

Further example (with a tied vote)

Candidate Number	No OF VOTES OBTAINED				
	Party A	Party B	Party C	Party D	
1	400	240	119	119	
2	210	163			
3	120				
4	42				
Total	772	403	119	119	1412

Electoral quotient $\frac{1412}{4}$ 353.00

Party A $\frac{772}{353}$ = 2.19 2 remainder 66

B $\frac{403}{353}$ = 1.14 1 remainder 50

C $\frac{119}{353}$ = 0.34 0 remainder 119

D $\frac{119}{353}$ = 0.34 0 remainder 119

Party A wins 2 seats

Party B wins 1 seat

Remaining seat must go to the elder of the candidates of C or D.

SCHEDULE 4 (Rule 50)

Local Government Council Elections (Procedure Rules) Order 1981

SUMMONS TO A WITNESS

TO APPEAR BEFORE THE ELECTION DISPUTES COMMITTEE

To : _____

of : _____
(address)

YOU ARE HEREBY SUMMONED
to appear and give evidence before the ELECTION DISPUTES COMMITTEE
Inquiring into the PETITION of _____
(name)

_____
(address)

a candidate/registered elector concerning the election of _____ to the _____ Local Government Council on _____
(date of his election by announcement of Minister)

AND to bring with you _____
(specify books, documents, etc.)

GIVEN under the hand of the Chairman of the Committee this _____ day of _____ 19 _____.

_____
Chairman
Election Disputes Committee

delete whichever is not applicable

MADE AT PORT VILA the 16th day of July 1981

F.K. TIMAKATA,
MINISTER OF HOME AFFAIRS

IN THE SUPREME COURT OF VANUATU

IN THE MATTER of

ELECTRONIC MARKETING ADVISORS LIMITED	No.161/81
GLENFIELD SHIPPING SERVICES LIMITED	No.162/81
HIGGINSON HOLDINGS LIMITED	No.163/81
NICOLETTE LIMITED	No.164/81
PACIFIC & OCCIDENTAL COMPANY LIMITED	No.165/81
PACMET LIMITED	No.166/81
PETROBAS AGENCIES LIMITED	No.167/81
RHOMB COMPANY LIMITED	No.168/81
SEAFOODS INTERNATIONAL LIMITED	No.169/81
SOFINVEST (N.H)LIMITED	No.170/81
TALEM INTERNATIONAL LIMITED	No.172/81
TRAVELODGE NEW HEBRIDES PRIVATE NO. 2 LIMITED	No.173/81
VANUA IMPORT-EXPORT LIMITED	No.174/81
VATELL TRANSFERS LIMITED	No.175/81
WASSENAAR FINANCE LIMITED	No.176/81

and

IN THE MATTER of the Companies Regulation (Cap. 9)

NOTICE IS HEREBY GIVEN that petitions for the winding up of the abovenamed companies by the Supreme Court of Vanuatu holden at Vila, were on the third day of July, 1981 presented to the said Court by Gary Vandersluis, Registrar of Companies, Vila AND that the said petitions are directed to be heard before the Court sitting at Vila on the twenty sixth day of August, 1981 and any creditor or contributory of the said companies desirous to support or oppose the making of an order on the said petitions may appear at the same time of the hearing in person or by his counsel for that purpose; and a copy of the petition(s) will be furnished by the undersigned to any creditor or contributory of the said companies requiring such copy on payment of the regulated charges for the same.

Registrar of Companies.

NOTE: Any person who intends to appear on the hearing of the said petitions must serve on or send by post to the abovenamed, notice in writing of his intention so to do. The notice must state the name and address of the person, or, if a firm, the name and address of the firm and must be signed by the person or firm or his or their solicitor (if any), and must be served or if posted, must be sent by one o'clock in the afternoon of the twenty fourth day of August, 1981.

REPUBLIC OF VANUATU

APPOINTMENTS

In accordance with Rule 2 of the Local Government Council (Procedure Rules) Order No.107 of 1981 I hereby appoint the following Electoral Committees for the areas as stated for such a period as may be required for the purposes of the Local Government Council Elections to be held on 28th July, 1981.

1. For the Aoba/Maewo Local Government Region:
   Mr. Joseph BOULESAP (Chairman)
   Mr. Anderson G. RAE
   Mr. Turani LUI
   Mr. Abraham GAIA
   Mr. Tempest SAII

2. For the Malekula Local Government Region:
   Mr. Inare LIATHATMAL (Chairman)
   Mr. André BILNET
   Mr. Andrew BUTU
   Mr. Anatol LINGTAMAT
   Mr. Jean MANWO

3. For the Shepherd Islands Local Government Region:
   Mr. Masing LAURY
   Mr. Willy Ruben ABEL
   Mr. G. GRAY
   Mr. Kalosiki MATHESON
   Mr. Joe KALO (Chairman)

4. For the Tafea Local Government Region:
   Mr. Bel ROBERT (Chairman)
   Mr. Franksua NALPINI
   Mr. Dick REUBEN
   Mr. Alfred LOBU
   Pastor MATA

F.K. TIMAKATA
Minister of Home Affairs

303/37

July 1981

Appointment of Meat Inspectors

In accordance with Section 2 of Joint Regulation No. 18 of 1977 and on the recommendation of the Director of Agriculture and Rural Development

I Sethy Regenvanu Minister of Agriculture, Forestry and Fisheries hereby appoint the following persons as Meat Inspectors:

Michael Forster
Peter Robinson
Jeffery Allen
Giles St Martin
John Joel Tungunaboe
Willie Toa
Jack Rueben
Messing Andrew
Edmond Koukane
James Abel

This appointment shall become effective on the date of its publication in the Official Gazette.

Dated This 16th day of July 1981.

SETHY REGENVANU
MINISTER OF AGRICULTURE,
FORESTRY AND FISHERIES

Republic of Vanuatu
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
Service des Eaux et des Pêches
Republique de Vanuatu

DECLARATION OF PUBLIC HOLIDAY

In accordance with Section 2 of the Public Holidays Regulation No.19 of 1980 I declare the 31st day of July 1981 to be a public holiday.

MADE at State House Port Vila this 17th day of July 1981.

A.G. SOKOMANU
PRESIDENT